



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

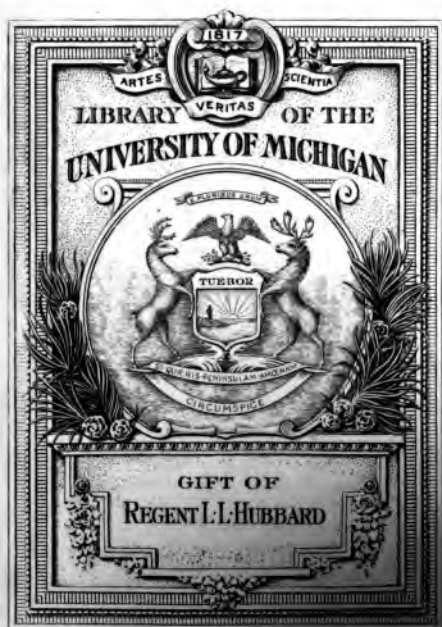
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

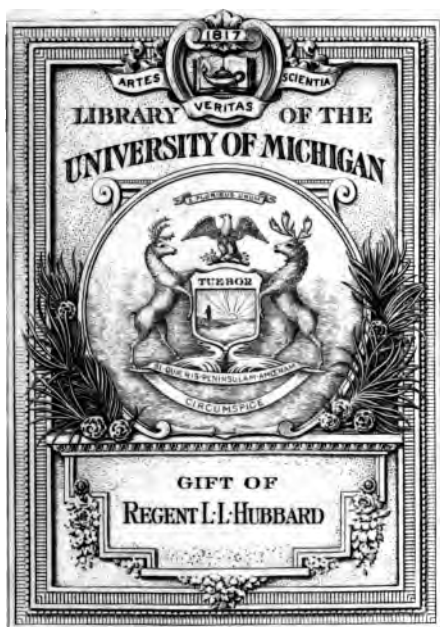
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

A 838,675



GIFT OF
REGENT L.L. HUBBARD





E

207

.K14

C7

LES MISSIONS SECRÈTES
DU
GÉNÉRAL-MAJOR BARON DE KALB
ET
SON RÔLE

DANS
LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE AMÉRICAINE

PAR LE
VICOMTE DE COLLEVILLE
de la Société de l'Histoire de France.



PARIS
LIBRAIRIE ACADEMIQUE DIDIER
ÉMILE PERRIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
35, QUAI DES AUGUSTINS, 35
1883
Tous droits réservés.



A MADAME
LA COMTESSE DOUAIRIÈRE D'ABZAC
NÉE DE KALB

HOMMAGE D'UN NEVEU RESPECTUEUX

Acquis 36 10-7 55

Notre intention n'est pas de faire ici la biographie du Général Baron de Kalb, nous rappellerons seulement qu'officier de fortune, d'origine allemande, entré

de bonne heure au service de la France et appelé au poste d'Aide-Maréchal-Général-des-Logis de l'armée du Haut-Rhin pendant la guerre de 7 ans, il s'acquitta de cette charge avec la plus haute distinction sous les Maréchaux de Broglie et Soubise.

Instruit et discret, parlant facilement plusieurs langues, de Kalb fut vite apprécié par le duc de Choiseul qui lui confia plusieurs missions secrètes en Hollande, en Angleterre et en Amérique. Ces missions furent l'objet de lettres et de mémoires que Madame la Comtesse d'Abzac, née de Kalb, sa petite fille, a bien voulu nous communiquer.

Cette correspondance nous a paru tout

d'abord contenir des renseignements importants sur la politique coloniale suivie par le duc de Choiseul après le traité de 1763.

Les missions dont il charge de Kalb ont pour but principal de lui rendre un compte exact de l'état des esprits dans les colonies anglaises et de lui faire connaître les forces dont elles peuvent disposer, en cas de mésintelligence avec leur métropole.

Désormais ce sera là toute la politique de Choiseul. L'habile homme d'Etat a compris le coup cruel que peut porter à l'Angleterre le soulèvement de ses colonies. L'indépendance de l'Amérique, serait la revanche du traité de 1763, toutes

les préoccupations de Choiseul tendent à ce but, faciliter par tous les moyens possibles la désagrégation de l'empire colonial de notre ennemie.

Les instructions adressées à de Kalb lors de son départ pour la Hollande et qu'on trouvera plus loin trahissent cette pensée. Tel est le premier point qui se dégage de la correspondance de de Kalb.

Quand plus tard les prévisions de Choiseul se seront réalisées, quand les colonies d'Amérique seront en guerre ouverte avec l'Angleterre, de Kalb sera en France le principal correspondant, le principal agent des chefs Américains qu'il a connus dans son voyage et avec

lesquels il n'a cessé de rester en relations.

Choiseul n'est plus là, le jeune roi Louis XVI et son gouvernement gardent vis-à-vis de l'Angleterre une réserve prudente et cependant il importe à la France de profiter des événements et de continuer la politique de Choiseul. Que faudrait-il faire pour cela ? Entraîner l'opinion publique et forcer le gouvernement à se compromettre vis-à-vis de l'Angleterre.

C'est de Kalb qui fournira cette occasion !

Déane et Franklin l'avaient chargé de recruter des soldats et des officiers pour prendre part à l'insurrection, le Comte

de Broglie lui recommande le jeune Marquis de Lafayette, soucieux d'employer ses 20 ans à acquérir de la gloire. — De Kalb comprend aussitôt le parti qu'il peut en tirer.

Le Marquis est allié aux plus grandes familles de France. Lui donner la direction de l'entreprise, c'est entraîner avec lui une partie de la Cour, c'est donner un caractère presque officiel à l'expédition, c'est provoquer l'Angleterre et amener forcément la France à entrer elle-même dans la lutte.

Toutes ces raisons de Kalb les fera valoir éloquemment auprès de Déane et de Franklin, et il arrivera facilement à les convaincre (eux qui font cepen-

dant plus de cas de l'expérience que de la naissance), de l'utilité de confier le commandement de l'expédition au jeune Marquis.

Tous les détails relatifs au choix de Lafayette, comme chef, tous ceux concernant le départ de celui-ci et de de Kalb, s'embarquant tous deux sur le même vaisseau, nous les retrouvons dans cette correspondance, et tel est le second point que nous avons voulu mettre principalement en lumière.

Quant à nous, avons-nous besoin de le dire, nous n'avons pas eu la prétention d'écrire un livre, ce n'est pas même une étude que nous avons l'honneur de présenter ici, mais nous avons simplement

extrait de la correspondance de de Kalb, des lettres qui nous ont paru fournir des renseignements inédits sur l'histoire de cette époque, si particulièrement intéressante et nous n'avons su contenir notre désir de les faire connaître au public, nous estimant trop heureux s'ils peuvent lui offrir quelque intérêt.





CHAPITRE I.

—

Le traité de Paris que l'Angleterre et la France avaient signé le 10 février 1763, consommait la ruine de la marine et des colonies françaises. Par la possession du Canada, les Anglais avaient porté leurs conquêtes du golfe du Mexique aux mers polaires, devenant ainsi le peuple le plus puissant du monde ; tandis que la France sans marine et sans finances, abandon-

née aux frivoles caprices d'un roi, écrasée par les charges d'une paix humiliante, semblait tombée pour ne plus se relever : elle n'était pas seulement gravement atteinte au point de vue maritime, mais elle était encore hors d'état de rien entreprendre, sans encourir les menaces de son ennemie, sans redouter une guerre pouvant se terminer cette fois d'une façon fatalement décisive.

Quelles avaient été les causes de cette situation ? Quelle politique la France avait-elle suivie ? C'est ce qui nous paraît utile de rappeler brièvement.

Madame de Pompadour, par une vaine gloriole de femme et flattée de l'amitié intéressée que lui témoignait l'Impéra-

trice d'Autriche, avait tout-à-coup provoqué un changement dans la politique, en faisant de la France l'alliée ou plutôt l'auxiliaire de sa royale amie.

Le Comte de Stainville alors ambassadeur à Vienne, ayant promis à la favorite d'entrer dans ses vues et de les soutenir, fut fait duc de Choiseul et nommé ministre des affaires étrangères. Ce revirement subit eut tout d'abord pour résultat de nous laisser sans autres alliés en Allemagne que l'Autriche et celle-ci à qui nous apportions un appoint inespéré, n'en parut pas moins diriger notre politique.

Aux yeux de l'Europe nous fûmes réduits au rôle d'une nation secondaire

marchant à la remorque de l'Autriche ; cette situation fautive avait ses périls. Par le traité secret de Versailles, nous avions pris des engagements pécuniaires dont l'Autriche réclamait le règlement intégral ; avec ses ressources il lui devenait facile de s'armer solidement, tandis que nous de plus en plus obérés laissions dégarnies nos frontières : dès lors l'autorité de la France, acquise par sa puissance militaire fut primée par l'Autriche, vers laquelle se tournèrent les nations qui recherchaient autrefois notre alliance. Nous avons donc perdu en Europe, notre situation morale, militaire et financière. Tels furent les conséquences de l'orgueil de la Pompadour et de l'ambition de Choiseul.

Heureusement ce dernier n'était pas seulement un ambitieux c'était aussi un grand politique, après la signature du traité de Paris il résolut de consacrer ses forces à lutter contre l'Angleterre par tous les moyens possibles. Elle fut, à partir de ce moment, son principal objectif : seul à l'insu du Roi, il employa contre elle toutes les ressources de sa diplomatie.

Dès 1761, comprenant qu'il n'y avait rien à espérer de la guerre, il avait conçu le dessein d'un nouveau pacte de famille par lequel le royaume de France, d'Espagne, des deux Siciles et le duché de Parme s'engageraient à se garantir réciproquement leurs états, s'uniraient en

alliance perpétuelle et promettaient de tenir pour ennemi quiconque serait hostile à l'un d'eux.

Ce traité fut signé le 15 août 1761.

Choiseul s'était fait partout des créatures ; il avait à sa dévotion Grimaldi, 1^{er} ministre d'Espagne, il entretenait à grands frais des émissaires en Angleterre le tenant au courant des armements, des agents secrets qui l'informaient de l'état des esprits dans les colonies anglaises. On alla jusqu'à l'accuser d'avoir usé de moyens criminels s'il en est toutefois lorsqu'on a pour but la grandeur et le salut de sa patrie.

Lord Rochefort, ambassadeur d'Angle-

terre en Espagne, dénonçait en effet à son souverain un complot tramé par Choiseul et Grimaldi, lequel consistait à incendier la flotte et les arsenaux de Plimouth et de Porsmouth, pendant l'hiver de 1764, et à profiter du désarroi pour opérer une descente en Angleterre.

Quoiqu'il en fut de ce complot dont on n'eut jamais la preuve, la politique de Choiseul se résumait, non à préparer une nouvelle guerre sur le continent, mais à susciter sans cesse des difficultés partout où il pourrait ; il avait compris de bonne heure que les colonies de l'Angleterre étaient le seul point vulnérable de cette puissance, et c'était là, suivant lui, que se trouvait l'intérêt de la France.

Il fallait à Choiseul des sujets d'élite comme émissaires dans les colonies, il se rendit bientôt compte de l'avantage qu'il pourrait tirer d'un homme tel que de Kalb, connaissant et parlant plusieurs langues, signalé d'ailleurs par le comte et le duc de Broglie comme intelligent, zélé et homme de guerre accompli, apte à juger par lui-même des forces militaires de l'ennemi et capable d'en rendre bon témoignage. Il donna donc l'ordre de faire venir Monsieur de Kalb, sous prétexte de l'attacher à la reconnaissance des frontières.

Le 2 février 1767, de Kalb recevait de M. Dubois, chef de bureau de la guerre, la lettre suivante : .

« Je vais vous porter, Monsieur, sur
« l'état des officiers qui demandent à
« travailler à la reconnaissance des fron-
« tières sous les ordres de M. Bourset,
« et lorsque j'en rendrai compte au mi-
« nistre, je ne lui laisserai point ignorer
« que vous avez été proposé par cet offi-
« général. »

Le 20 août suivant, une lettre du
ministre faisait connaître à de Kalb, sa
nouvelle destination :

« Je vous donne avis, Monsieur, que
« Sa Majesté vous a compris dans le
« nombre des officiers qui doivent être
« employés cette année à la reconnais-
« sance du pays. Vous visiterez la côte

« maritime depuis Dunkerque jusqu'à
« Calais. Votre résidence principale sera
« établie dans la première de ces places
« et vous y serez payé par le trésorier
« des troupes de 500 livres par mois que
« Sa Majesté vous accorde pendant le
« temps que vous serez employé à cette
« reconnaissance. Je compte au sur-
« plus que vous m'écrirez des mémoires
« exacts sur toute cette partie. »

De Kalb se rendit aussitôt au ministère pour y prendre les dernières instructions. Là M. d'Appony, secrétaire particulier du ministre, lui fit connaître que sa destination était changée, et que le duc de Choiseul comptait l'employer à une mission importante et secrète. De Kalb indécis

demanda à s'entretenir aussitôt avec le ministre : « Ne refusez pas la mission
« dont je vous charge lui dit le duc de
« Choiseul, auquel il faisait des objec-
« tions sur les difficultés qu'il entre-
« voyait sur l'accomplissement de sa
« tâche. Je sais qu'elle est difficile et
« qu'elle demande beaucoup d'intelligen-
« ce et de prudence, je vous ai choisi
« exprès et vous ne manquerez pas de
« vous en trouver bien. Demandez-moi
« les moyens dont vous croirez avoir
« besoin pour l'exécution de mes ordres,
« je vous les fournirai. »

Il lui fit remettre aussitôt les instructions suivantes, qui furent découvertes dans les papiers de M. de Kalb, 20 ans après sa mort :

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES & SECRÈTES

délivrées à Monsieur de Kalb, lieutenant-colonel d'infanterie, le 22 août 1767.

« 1^o Monsieur de Kalb se rendra à Amsterdam, il y sera fort attentif aux bruits relatifs aux colonies anglaises si ces bruits lui paraissent accrédités il prendra des mesures pour s'y rendre en personne ;

« 2^o Arrivé dans les colonies il tâchera d'être informé de ce que les habitants veulent faire, de ce qu'il faut embarquer, soit en officiers instruits pour le génie et pour l'artillerie, soit en autres sujets dont il pourrait avoir besoin ;

« 3° Il connaîtra l'importance des approvisionnements qu'il se peut procurer, tant en munitions de guerre de toute sorte qu'en munitions de bouche ;

« 4° Il s'assurera de leur détermination plus ou moins vigoureuse dans la résolution qu'ils témoignent avoir prise pour se soustraire à la domination anglaise ;

« 5° Il examinera les ressources qu'ils peuvent avoir en troupes, en places, en forts retranchés ; enfin le plan suivant le quel ils projettent leur révolte et les chefs qui les dirigeront et les commanderont ;

« 6° On s'en rapportera au surplus à l'intelligence de Monsieur de Kalb et à la conduite qu'il aura à tenir dans cette commission qui exigera beaucoup de

circonspection de sa part. On compte aussi qu'il donnera de ses nouvelles le plus souvent possible. »

Choiseul poursuivait sa pensée dominante sans souci des obstacles auxquels il allait se heurter au dehors comme au dedans. C'était en dissimulant sa politique au roi qu'il préparait une rupture avec l'Angleterre et qu'il continuait à faire tous ses efforts pour la restauration de la marine française. Louis XV élevé à l'école du pacifique Fleury, entièrement livré à ses plaisirs, était hostile à toute idée de guerre. Le comte de Broglie, ministre occulte, dirigeant la politique du roi tourmenté lui aussi par la fièvre du patriotisme, lui avait adressé un mémoire

où il indiquait la nécessité absolue pour le monarque de se relever aux yeux de la nation de la honte du traité de Paris, dans un plan habilement conçu il établissait que la politique française devait s'attacher à détourner l'attention de l'Angleterre sur un point quelconque et soudain faire une descente sur les côtes de la Grande Bretagne y porter la ruine et la dévastation.

Les préparatifs de cette descente devaient être faits par les ingénieurs et les officiers du génie expérimentés qui indiqueraient les points de la côte propre à favoriser cette expédition. Le roi fut sourd à tous ces projets et tout ceci est encore une preuve que Choiseul, en char-

geant le baron de Kalb de la mission que nous connaissons, agissait *proprio motu* sans crainte d'encourir sa disgrâce.

L'objectif du comte de Broglie et du duc de Choiseul était le même, mais les moyens d'exécution qu'ils voulaient employer étaient bien différents. Le comte de Broglie persistait dans le système ancien qui était de vouloir entrer en lutte directe et immédiate avec la puissance redoutable qui venait de nous vaincre. Son idée variait simplement par la hardiesse d'une expédition qui en portant soudain l'offensive chez nos ennemis pourrait les effrayer et nous donner la victoire. Choiseul au contraire bien pénétré de la puissance de l'ennemi ne voulait

pas lutter corps à corps, il voulait l'atteindre dans son point vulnérable, ses colonies. Il lui paraissait évident qu'une île de peu d'étendue ne pouvait asservir longtemps un continent aussi vaste que l'Amérique, et il se plaisait à espérer que la faute du traité de Paris en portant l'Angleterre à l'apogée lui donnait un coup terrible et que l'excès de la puissance la conduirait prochainement à la décadence. Il n'était pas seul à penser ainsi, Lord Chatam à l'occasion de la cession du Canada avait dit que ce vaste pays ferait perdre l'Amérique à l'Angleterre.

Un auteur de lettres anonymes publiées sous le nom de Montcalm avait écrit :

« Le Canada est la garde de nos colonies, « pourquoi notre ministère cherche-t il à « le conquérir. » Dès 1704 même l'abbé Dubas dans un ouvrage intitulé : « Les intérêts de l'Angleterre mal entendus, » s'exprimait en ces termes : « Les tentatives qu'il nous faudra faire dans la suite pour réduire ces colonies à la juste obéissance qu'elles doivent à l'Etat qui les a établies n'aboutiront peut être qu'à les faire soulever quand elles auront appris qu'elles peuvent se passer de nous. Il importe donc de rendre cette justice à Choiseul, que le premier de tous en France il comprit que la politique française était aux colonies et que l'Amérique seule pouvait ruiner la puissance maritime de l'Angleterre, il pressentait l'importance du mou-

vement insurrectionnel et fit tout pour l'activer ; il suffit du reste de lire les instructions ci-dessus que ce ministre donnait à de Kalb pour être convaincu du prix qu'il attachait à la mission qu'il lui confiait. »

Mais revenons à de Kalb.

De Kalb employa la fin du mois d'avril à faire ses préparatifs de départ, et le 2 mai 1767, il recevait la lettre suivante du duc de Choiseul, par laquelle ce ministre lui assurait les ressources qu'il lui avait promis de lui fournir après son départ :

« Versailles, le 2 mai 1767.

« Je vous envoie, Monsieur, d'après la

demande que vous m'avez faite : 1° un ordre de gratification de la somme de douze cents livres pour vous mettre en état de partir pour la Hollande et de pourvoir en partie à la dépense que vous serez obligé de faire relativement à l'objet de la commission dont vous êtes chargé ; 2° un passeport qui vous autorise à voyager ; 3° des lettres de recommandation pour l'ambassadeur du roi, en Hollande, et le ministre de Sa Majesté, à Bruxelles, auxquels je mande de recevoir et de me faire parvenir les paquets que vous aurez à m'adresser, et que je vous permets de m'envoyer sous une seconde enveloppe pour moi, ainsi que vous le proposez. J'approuve, au surplus, que vous ne partiez qu'à la fin de ce mois, puisque des

intérêts de famille exigent votre présence pendant ce temps à Paris, et je donnerai des ordres pour que vous soyez payé du traitement qui vous est réglé, par le trésorier général de l'extraordinaire de guerre.

« Vous avez du recevoir déjà, Monsieur, votre passeport, je vous adresserai séparément et dans peu de jours, l'ordre de gratification.

« Je suis, etc. »

Rendu en Hollande dans les premiers jours de juin 1767, de Kalb visita toutes les villes maritimes du pays, toujours à la quête des informations sur le conflit américain. Enfin le 18 juillet suivant, il

adressa au duc de Choiseul son premier rapport, daté de la Haye :

« J'ai fait le tour de toutes les villes maritimes de la Hollande, dit-il, ou j'ai cru pouvoir recueillir quelques informations sur ce qui se passe dans les colonies anglaises. En combinant les différents rapports avec mes correspondances d'Angleterre, je n'ai pu former aucune certitude sur l'état réel du mouvement qui s'y fait. Les anglais disent que leur gouvernement a fait cesser toutes les plaintes en retirant l'acte du timbre et des autres impôts qui avaient déplu aux colonies ; mais il est possible qu'ils fassent semer ces bruits pour cacher l'état véritable des choses. Je viens de voir à Amsterdam un

allemand établi en Pensylvanie depuis 15 ans, qui vient ici directement pour engager de nouveaux colons. Il m'a assuré qu'à son départ tout n'était pas encore tranquille et qu'il faudrait peu de choses pour décider les mécontents à une guerre ouverte ; que l'assemblée générale des Etats du pays a résolu de maintenir les privilèges à quelque prix que ce soit ; que les 20,000 hommes de troupes anglaises répandus dans une vaste étendue de ces pays ne seraient pas en état d'en imposer aux forces considérables des colonies, qui ont actuellement 40,000 hommes de milice et que l'on pourrait porter bien plus haut ; que les allemands seuls de cette province et des provinces limitrophes comptent plus

de 60,000 hommes en état de porter les armes, sans parler des Irlandais, qui sont fort nombreux aussi ; il m'assure que l'argent ne manquerait pas s'il s'agissait de défendre la liberté. Cet homme n'a pu me rendre compte de leurs autres ressources de faire la guerre. Je vous répète, Monseigneur, ce qu'il m'a dit, sans être persuadé moi-même de l'exactitude de tous ces détails.

« J'attends donc, Monseigneur, sous l'enveloppe de M. des Ridaux, vos ordres pour passer à Philadelphie et dans les autres parties de ces colonies pour me mettre à portée de vous rendre compte sur tous les points de l'instruction que vous m'avez donnée.

« Les colonies anglaises, ou plutôt les sociétés de négociants qui y ont de gros intérêts, ne discontinuent point à faire enrôler ouvertement dans les pays libres d'Allemagne, et sous main dans ceux dont la sortie est défendue aux sujets, de nouveaux colons. J'en ai vu à Rotterdam près de 1200 qui s'y sont rendus de Cologne par Maestricht et bois-le-Duc, sans pouvoir arriver par le Rhin ou par l'Alsace. Le roi de Prusse a interdit le passage sur son territoire. On a embarqué ces hommes sur quatre bâtiments, dont deux ont déjà mis à la voile, et les deux autres n'attendent que les bagages des émigrants pour les suivre.

« Je suis, etc. »

Nous avons vu que le retrait de la taxe du timbre avait calmé le mécontentement des colons, et que les aspirations vers l'indépendance semblaient arrêtées pour longtemps par cette mesure opportune du cabinet anglais. De Kalb lui-même, dans son second rapport, daté de la Haye le 11 août 1767, ne met pas en doute l'effet produit par cette concession, bien qu'il suppose que cette pacification ne soit pas de longue durée :

« Monseigneur, dit-il, les difficultés qui subsistaient entre le gouvernement anglais et ses colonies en Amérique sont entièrement levées par la liberté qu'on leur laisse de faire dans leurs assemblées générales la répartition d'impôts

que la Cour de Londres a demandée et qui a été accordée par le pays sans opposition.

« Il devient par conséquent inutile que je reste plus longtemps en Hollande pour prendre des informations sur les événements de ces dissensions passées. J'attends donc vos ordres pour retourner en France ou pour passer en Amérique, si vous le jugez à propos, soit actuellement, soit au printemps prochain, pour prendre connaissance de la situation du pays, des ports, marine, forces de terre, richesses, vivres, armes, munitions et autres objets nécessaires à la guerre, ainsi que des moyens d'y faire une diversion en cas de guerre en Europe avec l'Angleterre, parce

qu'il est possible que ce calme ne dure pas longtemps et que ces colonies n'attendent qu'un temps plus favorable pour se soustraire au gouvernement anglais. Si vous me faites faire ce voyage, Monseigneur, et qu'il vous soit indifférent de le faire faire à présent ou au printemps prochain, je préférerais ce dernier parti, assuré d'avoir toute la belle saison devant moi pour voir et pour m'instruire. »

Le duc de Choiseul à Monsieur de Kalb :

« Compiègne, le 19 août 1767.

« Je vois, Monsieur, par la lettre que vous m'avez écrite le 11 de ce mois, que les difficultés qui subsistaient entre le

gouvernement anglais et ses colonies sont levées, et qu'il serait inutile que vous restiez plus longtemps en Hollande pour prendre des informations sur les dissensions qui n'existent plus ; mais comme il est possible que ce calme ne dure pas longtemps, l'instruction de Sa Majesté est que vous preniez vos arrangements pour passer le plus tôt possible en Amérique, à l'effet de prendre connaissance de la situation du pays, des ports, marine, forces de terre, richesses, vivres, armes et munitions, en un mot, des moyens d'y faire une diversion dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre. Vous prendrez les précautions les plus sûres pour me faire parvenir de vos nouvelles ; vous m'informerez aussi, lorsque

vous le pourrez, des endroits où il conviendra vous adresser mes lettres.

« Je suis, etc. »

L'attitude des colonies anglaises ne décourage pas Choiseul, il comprend que le moment rêvé n'est pas encore arrivé ; en attendant, il cultivera avec soin tous les germes de discorde entre la métropole et ses colonies, et y enverra des émissaires pour être prêt à toutes éventualités et toujours préoccupé d'affaiblir l'ennemi il essayera de lui susciter une guerre en Europe.

De Kalb écrit le 8 septembre 1767, au duc de Choiseul :

« Je compte toujours m'embarquer

pour l'Amérique à la fin de ce mois pour me conformer à vos ordres du 19 août, si vous avez la bonté, Monseigneur, de me faire parvenir avant le 20 les secours en argent que j'ai eu l'honneur de vous demander par ma lettre du 28 août dernier.

« Je suis, etc. »

De Kalb s'embarque pour Londres, et dans une lettre datée du 1^{er} octobre, il fait connaître au duc de Choiseul les moyens qu'il compte prendre pour donner suite à son voyage :

« Londres, le 1^{er} octobre 1767.

« Monseigneur, mon passage d'Helvetsluis à Harwich a été orageux, mais

prompt. Je suis ici depuis avant-hier. Le paquebot de Falmouth pour la Nouvelle-Yorck ne part que le second samedi de chaque mois au lieu du premier, comme on me l'avait assuré en Hollande. Au lieu d'attendre jusqu'au 10 octobre, je trouve dans la Tamise un vaisseau prêt à faire voile pour Philadelphie. Ce bâtiment s'appelle *Hercule*, capitaine Hommet. Je m'y embarque demain à Gravesend. Je vous ferai passer de mes nouvelles aussi souvent que je pourrai le faire avec quelque certitude. Vous voudrez bien, Monseigneur, écrire à Madame de Kalb, dans le même chiffre, vos ordres et vos réponses. Elle me les fera passer par les voies que je lui ai indiquées ou que je lui indiquerai par la suite. Je pense que ses lettres

seront moins soupçonnées et exciteront moins que les vôtres la curiosité de différents correspondants et commissionnaires dont je ne peux pas me dispenser de me servir.

« J'ai l'honneur de vous rappeler, Monseigneur, les promesses que vous eûtes la bonté de me faire à mon départ de France pour mon avancement, et je vous réitère avec instance la prière que je vous fis dans ma dernière lettre de Rotterdam, de servir de père et de protecteur à ma femme et à mes enfants, s'il était écrit que ce voyage dut être le dernier de ma vie.

« Je suis, etc. »

Recommander sa femme et ses enfants avant son départ pour New-Yorck, nous paraît chose assez pusillanime aujourd'hui ; mais à cette époque on n'allait pas en Amérique avec les mêmes facilités que maintenant, le service n'était pas fait avec cette régularité qui est l'honneur des compagnies modernes. Les bateaux mettaient des mois entiers à accomplir, non sans périls, une traversée qui ne nécessite plus que quelques jours.

Dans une lettre du 15 janvier 1768, de Kalb instruisit le ministre des incidents de son voyage et lui fournit des détails sur la situation du conflit et sur les dispositions de l'esprit public qu'il croit remarquer chez les colons :

« Monseigneur, m'étant embarqué à Londres le 4 octobre dernier, dans un vaisseau marchand pour Philadelphie, au lieu de passer dans le paquebot qui devait mettre à la voile le 10 octobre à Falmouth; je suis enfin arrivé il y a quelques heures dans la baie de la Delaware, après un passage des plus longs et des plus fâcheux, soit à cause du temps orageux et des vents contraires, soit à cause de la disette. Nos vivres s'étant corrompus généralement, nous avons été trop heureux encore d'avoir la petite quantité de quatre livres de biscuit moisi par semaine et une bouteille d'eau puante par jour. Tous les détails de notre détresse seraient trop longs. Malgré la misère que j'ai soufferte, j'ai lieu de m'ap-

plaudir d'avoir préféré ce vaisseau au paquebot qui n'est pas encore arrivé à New-Yorck. On le croit perdu n'ayant pas d'exemple d'un aussi long passage. Voilà ce qui regarde mon voyage. Je vais maintenant vous parler de mes affaires.

« Je commence à me mettre au fait des choses relatives à ma commission, et je me vois en train d'être assez bien informé du mécontentement que le timbre a occasionné dans les colonies. Il n'est pas vrai comme on le disait en Hollande que le gouvernement ait retiré cet acte librement ; il a été refusé de haute lutte par toutes les provinces comme si la chose eût été concertée entre eux, quoiqu'ils aient tous leurs assemblées séparément.

Les unes ont procédé avec plus de véhémence que les autres, mais toutes ont persisté dans leur refus.

« Les plus violentes des assemblées provinciales étaient celles de Boston et de Philadelphie ; elles ont été jusqu'à menacer le porteur de l'ordre de cette imposition. Boston a suspendu tout commerce avec la Cour de Londres. Les habitants ne veulent plus faire usage d'aucun objet fabriqué ou apporté de là ; ils ne veulent s'habiller que de leurs manufactures et vivre des produits de leur climat ; les femmes même ont refusé le thé et les soies étrangères, et l'on n'entend parler que de l'activité des rouets à filer mis en œuvre tous les jours depuis la publica-

tion de cet acte pour pouvoir se passer des toiles anglaises ; elles ont résolu de se priver des étoffes de soie et de tout ce qui est luxe, jusqu'à ce que leur propre pays soit en état de leur en fournir. Je ne crois pas cependant que cela gagne Philadelphie, quoique la dernière créée de toutes les villes capitales du nord de ce continent, elle est la plus opulente et il y règne le plus de luxe.

« C'est aussi l'assemblée de cette province qui a montré le plus de modération dans l'affaire de l'acte en question ; sa déclaration est bâtie sur le même fond ; mais elle porte plus de mesure. Il est difficile de juger, quant à présent. Comment cette affaire se terminera ? Ce sera

suivant le parti que la Cour prendra qui sera probablement le moins violent, puisque l'avantage que la nation anglaise retire de ses colonies est trop considérable pour ne pas chercher à conserver cette ressource précieuse pour les produits de ses manufactures et d'où elle peut tirer ce qui lui manque.

« Pendant les derniers troubles, les troupes se sont conduites vis-à-vis des habitants avec plus de réserve qu'auparavant, et les chefs ont pris un soin particulier d'éviter ce qui pouvait aigrir les esprits. Le général commandant en chef dans tout le pays qui a le pouvoir de convoquer les Etats de chaque province, de les présider et de réprimer tout ce qui

pourrait se commettre contre l'autorité des lois, a fait semblant d'ignorer l'existence de tous les libelles qui ont paru publiquement et dont on nommait les auteurs. Ceci me fait croire que la Cour a donné des ordres dans ce sens et qu'elle a simplement voulu faire une tentative sans suite.

« Dans leur état actuel, les colonies ne pourraient pas résister à la force, mais par l'importance qu'elles offrent au commerce de leur patrie primitive, elles croient n'avoir à craindre aucune violence pour leurs libertés réelles ou prétendues. Je n'ai pu prendre encore aucune information exacte de leurs forces et de leurs autres moyens de faire la

guerré. Je vais voyager dans toutes les provinces pour établir des correspondances sûres avant de quitter le pays, afin de pouvoir vous rendre compte en tout temps de ce qu'il se passera d'intéressant dans ces contrées.

« Si vous avez quelques ordres à me donner, je vous prie, Monseigneur, de les faire écrire en ce même chiffre et de les adresser à ma femme qui a les instructions nécessaires pour me les faire parvenir.

« L'éloignement de ces peuples du centre de leur gouvernement les rend plus libres et plus entreprenants ; mais au fond, ils ont peu de dispositions à se-

couer la domination anglaise avec l'aide des puissances étrangères.

« Ce secours leur serait encore plus suspect pour leur liberté ; d'ailleurs ils sont peu chargés d'impôts, la Couronne n'en a mis que sur les marchandises étrangères. Elle a même déchargé le pays de l'entretien d'un régiment de 4,000 hommes, en sorte que toutes les troupes employées dans les colonies sont à la solde de l'Angleterre.

« C'est sans doute un des traits de la politique commandée par les circonstances. La Couronne ordonne de fréquents changements de troupes. Chaque régiment est rappelé et remplacé par un autre au bout de trois années.

« Il ne resterait donc à ces peuples d'autres ressources pour se soutenir que leur milice qui véritablement est nombreuse mais très-peu disciplinée, et puis l'étendue du pays, le peu d'argent comptant (car ils se servent de papier qui change d'une province à l'autre). La discordance entre les gouvernements qui sont tous indépendants les uns des autres présenteraient autant de grands obstacles à la formation des corps d'armées et dans les différents districts on aurait de la peine à faire prendre immédiatement les armes.

« Autant la Chambre des Communes est décriée ici, autant on exalte M. Pitt. Il n'est connu que sous le nom de *grand* et de

protecteur de la liberté, parce qu'il a été le seul qui ait désapprouvé l'acte du timbre dans le Parlement. Par la première occasion favorable, je vous ferai part de ce qui serait digne d'être observé.

« Vous connaissez, Monseigneur, mon respect pour vous.

« DE KALB. »

J'ai eu l'honneur, Monseigneur, de vous écrire le 15 courant, j'espère que ma lettre vous est parvenue. Je profiterai de tous les bâtiments qui mettront à la voile pour vous transmettre de mes nouvelles. Par une lettre de ma femme du 7 octobre que je reçois à l'instant, j'apprends avec la plus grande inquiétude que ma dernière

lettre de Hollande et celle de Londres vous sont arrivées décachées. J'ai donc lieu de craindre que celles que je vous adresse de ce pays n'aient le même sort ou qu'elles ne vous parviennent pas du tout ; dans ce cas je pourrais être privé de vos nouvelles. sans tenir compte des risques que cette position me ferait courir.

Je pense donc qu'il conviendrait d'abrég^{er} mon séjour dans ce pays, quitte à y revenir avec de nouvelles précautions. Si vous le jugez à propos, permettez moi donc, Monseigneur, de repartir à la fin d'avril. J'attendrai vos ordres à cet effet et cependant je vais me donner beaucoup de mouvement pour me mettre au fait de ma besogne. Je vous prie d'adresser vos let-

tres à M^{me} de Kalb en ce même chiffre. De mon côté je mettrai tout en œuvre pour être exactement informé après mon départ d'ici de tout ce qui pourra arriver :

« Les troubles que l'acte du timbre a fait naître paraissent augmenter au lieu de diminuer. La Cour d'Angleterre a, à la vérité révoqué le dit acte, quand elle a vu qu'il n'y avait aucun moyen de le faire admettre ; mais elle a donné son approbation à un autre acte de la Chambre des Communes pour taxer le papier, les glaces et toutes sortes de verreries que la métropole fournit aux colonies. C'est un détour que le parlement a pris pour arriver à son but ; cependant on y aurait fait aucune objection dans un autre temps,

le gouvernement ayant toujours eu le droit d'établir des impôts sur la sortie des produits de ses manufactures.

« Mais le timbre-acte a révolté les esprits et le dernier, qui dans d'autres circonstances aurait passé sans difficulté leur paraît aujourd'hui comme une nouvelle tentative contre leurs libertés. Ils disent que l'impôt ne fait que changer de nom et ce qui se serait livré sous la première dénomination le sera sous celle-ci ; qu'il est contre la liberté de tous les sujets de la couronne de les taxer sans leur consentement, liberté et droit dont les colonies jouissent également, que n'ayant pas de représentant à la Chambre basse le parlement n'a nul pouvoir de les charger

d'impôts, que la nation anglaise gagne assez en leur vendant très cher des objets inutiles et en prenant chez eux à bas prix, toutes les choses fort nécessaires, que des sommes immenses en or et en argent d'Espagne et de Portugal envoyées par eux tous les ans en Angleterre sans aucun retour en espèces monnayées de sa part, prouvent assez que l'avantage n'est pas pour les colonies, que cette inégalité dans les profits du commerce leur prouve qu'ils sont plutôt traités en esclaves qu'en enfants et concitoyens.

« Ces actes sont donc regardés comme une violence faite à leurs privilèges et ils réveillent tous les griefs que les colonies ont ou prétendent avoir contre le gouver-

nement. Ils se plaignent qu'on les empêche d'exploiter leurs mines de différents métaux ; qu'on a voulu arrêter par des dépenses le progrès des forges du pays quand on a vu que la fabrication des fers s'y est perfectionnée au point d'égaliser celui qu'on leur envoie de la métropole, que le gouvernement a empêché l'établissement de plusieurs manufactures en tout genre, que par des prohibitions injustes et par des mesures fausses ou mal appliquées, on leur a fait perdre tout commerce avec la nouvelle-Espagne, la terre ferme et les îles occidentales des autres puissances et qu'on a ainsi tari la source des espèces nécessaires au paiement des envois que l'Angleterre leur faisait. Ils disent qu'ils sont surchargés de troupes sans

doute pour les opprimer plutôt que pour les défendre, que les frais de construction et d'entretien des casernes, des fournitures en lits, bois etc., sont fort à charge aux provinces ; qu'il leur a été défendu d'augmenter leurs papiers monnaie, pendant qu'il est impossible de faire leur commerce et échange intérieur avec le peu qu'ils en ont, toutes les espèces ayant passé la mer ; que cet état de chose arrête les paiements échus, occasionne des faillites sans nombre, et, par une suite nécessaire, devient une calamité publique.

« Dans mon opinion, l'article des espèces est très vrai, mais il est à soupçonner que l'argent se cache durant ces troubles. Je ne peux croire ce qu'on me dit sur les

sommes portées annuellement en Angleterre ; le seul article du thé doit avoir produit 300,000 livres sterling. Si je puis me procurer un état exact sur ce sujet je vous le ferai passer.

« De tout ceci il résulte que les colonies se proposent plus que jamais de se priver de toutes les choses superflues et de vivre absolument de leurs produits. Il vient de se former à Boston une société de gens riches qui veulent faire de grosses avances pour encourager toutes sortes de manufactures et de métiers. Si le pays tient ferme à ne plus rien tirer de l'Angleterre il faudra nécessairement que le commerce et le crédit de la métropole diminuent, que ses manufactures tombent, que les ouvri-

ers restent sans occupation et sans pain : et si, pour remédier au mal, la cour charge ce pays de nouvelles taxes ou qu'elle défende l'établissement des manufactures, la calamité deviendra générale. La désobéissance s'en suivra et pourra se terminer par une rupture ouverte.

« Tout cela dépendra beaucoup de la façon d'agir du Parlement prochain. Je vous ai dit dans ma dernière lettre que les provinces après avoir délibéré séparément du parti à prendre contre le timbre-acte, ont tenu une assemblée par députation des Etats du continent, malgré les défenses toujours existantes pour se communiquer mutuellement leurs résolutions ; ces espèces d'assemblées illéga-

les viennent de leur être défendues de nouveau.

« Dans quelques jours, je compte avoir l'honneur de vous écrire de la Nouvelle-York.

« Je suis, etc. »

Bien que jusqu'à ce moment nous ayons eu soin de retirer de la correspondance de M. de Kalb tout ce qui n'avait pas trait à sa mission ou offrait un caractère exclusivement personnel nous croyons utile de faire connaître au lecteur les dangers qu'il courut et auxquels il n'échappa que par sa présence d'esprit et sa forte constitution.

gelait à mesure et la barque tirait déjà 2 pieds d'eau.

« Dans cette situation nous avons pris conseil, parce que nous voyions une mort certaine en tentant une sortie en cet endroit.

« Il a été résolu de réunir nos efforts pour gagner une petite baie au-dessus, nous sommes parvenus en cassant et perdant plusieurs de nos rames à nous mettre à flot, mais étant obligés de doubler une pointe de glace, il nous fut impossible d'entrer dans la baie. Le vent et le courant nous firent échouer à temps et au moment où nous allions couler à fond.

« Aussitôt que la barque a touché terre

de la proue, la poupe s'est enfoncée, nous sommes sortis tous en passant dans l'eau et dans la fange jusqu'à la ceinture, à la distance de 15 toises, nous avons gagné la terre à 9 heures, personne ne s'était noyé ; mais pour comble d'infortune, nous nous trouvâmes dans une petite île marécageuse pas de baraques, pas d'arbres, pas le moindre buisson pour nous mettre à l'abri de la rigueur du froid le plus pénétrant, nos bottes remplies d'eau, nos habits d'abord trempés et bientôt raidés de glace. Nous nous sommes tenus debout dans la neige jusqu'aux genoux et en mouvement pour ne pas nous laisser aller au sommeil pendant 12 heures complètes, car ce n'est que le

29, à 9 heures du matin, qu'on nous a tirés de là en coupant la glace qui s'était formée dans la baie cette nuit, et celle que la haute marée avait amoncelée précédemment sur les bords ; on nous a mis dans un canot et ensuite dans un traîneau comme des bûches. A 7 que nous restions, un des bateliers était mort à 2 heures, et un autre voyageur à 5 heures, après notre arrivée dans l'île. On a regardé comme extraordinaire, qu'aucun de nous ait échappé. La plus proche maison où on nous a menés, en est à une demi-lieue. Dès en y arrivant, je me suis mis dans de l'eau froide pendant une heure, et m'étant couché, j'ai dormi si profondément jusqu'au soir, que le chirurgien qu'on a fait chercher et qui a

trouvé tous les autres auprès du feu dans un état pitoyable, m'a cru mort pendant un temps.

« J'en ai pourtant été quitte pour mes talons et ma main droite un peu gelés ce qui ne m'a pas empêché de continuer ma route.

« J'apprends aujourd'hui que mes 6 compagnons d'infortune tiennent encore le lit dans les plus tristes situations. On leur coupe des lambeaux de chair, l'un d'eux a perdu une oreille et sa tête est si endommagée qu'il n'en peut pas revenir et que les autres perdront les uns des doigts de pieds et des mains et quelques uns des pieds ou jarrets en entiers.

« Nos chevaux ont péri dans la baie et nos effets dans l'eau j'y ai perdu aussi un porte feuille, avec ma croix et cent et quelques louis en monnaie de papier.

« sans un ami que j'ai trouvé ici et qui m'a offert l'argent dont je pouvais avoir besoin en lui rendant la somme après mon retour en Europe, je me serais trouvé peut-être fort embarrassé.

« Malgré cette perte je ne saurais rendre trop de grâce à la Providence de m'avoir fait sortir de ce malheur avec si peu de mal.

« A la Nouvelle-Yorck le 24 février 1768.

« DE KALB. »

Aussitôt son arrivée à New-Yorck nous voyons de Kalb rechercher l'intimité des personnages les plus importants de la cité, suivre avec la plus grande attention les événements, se renseigner avec le plus grand soin avant d'envoyer au duc de Choiseul les renseignements que celui-ci attendait avec tant d'impatience et qu'il considérait comme si importants

Arrivé à New-Yorck, le 31 janvier ce n'est que le 21 février qu'il adresse au ministre ses impressions nouvelles sur l'état des choses :

« J'ai eu l'honneur, Monseigneur, de vous écrire de Philadelphie les 14 et 20 du mois dernier et j'ai bien craint ne pouvoir plus le faire, ayant perdu mon dictionnai-

re dans le malheur qui m'est arrivé et dont j'ai joint ici le détail abrégé. Par bonheur je trouve ici un dictionnaire pareil et je crois de la même édition.

« Les colonies paraissent s'affirmer de plus en plus dans leur système d'opposition et d'économie, on assure que les manufactures de Londres en ressentent déjà l'effet, que l'absence de débit fait baisser le prix de la main d'œuvre que plusieurs ouvriers se sont attroupés et ont brisé les métiers de ceux d'entre eux qui travaillent au dessous du prix ordinaire.

« Vous êtes plus à portée, Monseigneur, de le savoir.

« L'assemblée de Boston vient de prendre un arrêté pour faire des remontrances

à la Cour de Londres contre l'impôt sur le papier et sur le verre, comme vous le verrez par les écrits ci joints dans la langue anglaise pour faire naître moins de soupçons, si ma lettre était interceptée.

« Le mécontentement que ces impôts occasionnent dans toutes les colonies vient plutôt de ce qu'elles ne veulent pas être taxées par le parlement d'Angleterre mais par les représentants de leurs propres provinces. Il me semble que la Cour de Londres entend mal ses intérêts. Si le Roi demandait aux colonies des sommes beaucoup plus fortes que ces taxes elles seraient accordées sans résistances pourvu qu'on leur laissât la liberté de se taxer eux-mêmes et qu'on leur fit jouir du droit

des sujets libres ne devant donner leur argent que de leur propre consentement. Ils ont fourni des sommes énormes pendant la guerre et plus que le Roi en demandait parce qu'il a observé avec leurs assemblées les mêmes formalités qu'on observe en demandant des subsides au parlement.

« Il est étonnant que la Cour de Londres se soit départie de ce moyen si avantageux et que la nation anglaise veuille en opposition avec les lois parlementaires du royaume taxer ses concitoyens sans leur consentement pendant qu'elle ne souffrirait pas de l'être elle-même ; si ce n'est par ses représentants dans la chambre des communes. Les colonies ont le même

droit, elles ne doivent être taxées que par leurs propres assemblées, il faudrait donc que le Roi adressât sa demande à chaque colonie, ou qu'elles eussent des membres au parlement anglais, mais elles repousseraient toujours ce dernier parti à cause de la dépense qu'il entraînerait et surtout à cause de la certitude d'avoir toujours dans les délibérations la majorité contre elles, ce qui les conduirait nécessairement à prendre part dans toutes les guerres que l'Angleterre ou l'électeur de Hanovre auraient à soutenir en Europe ; elles voudraient bien former un parlement ou assemblée générale sur ce continent mais ce pouvoir serait trop dangereux pour la couronne. Il y a un si grand esprit d'indépendance et de licence dans tous les

individus de ce pays qu'il n'est pas douteux que si toutes les provinces avaient la facilité de communiquer par députation et qu'elles eussent les mêmes intérêts à traiter, il s'en formerait bientôt un état indépendant ; *et cela arrivera avec le temps.*

« Quelles que soient les mesures que la Cour de Londres se détermine à prendre, ce pays sera dans peu trop puissant pour être gouverné de si loin. On évalue actuellement la population à trois millions d'hommes et d'après les observations faites sur ce sujet on prétend que le nombre doit doubler avant trente ans. Je vois en effet des fourmilières d'hommes et d'enfants partout et ce peuple est robuste et entreprenant. Les officiers des troupes

conviennent eux-mêmes que les milices n'ont jamais été inférieures aux régiments réglés.

« Je n'ai pu rassembler des informations sur l'état de ces milices, mais je le ferai bientôt. Le général Gage a sous ses ordres depuis le golfe du Mexique jusqu'au Nord seize régiments de dix compagnies chacun à 70 hommes en paix et à 100 hommes en guerre ; il a en outre quatre compagnies d'artillerie et plusieurs ingénieurs ; je dois vous avoir marqué, Monseigneur, que ces troupes sont remplacées tous les trois ans et qu'il n'est pas permis de les recruter dans le pays.

« Par différents discours des premiers personnages d'ici. j'ai compris que la Cour

de Londres a regretté de n'avoir pas exigé de la Cour d'Espagne par le dernier traité l'île de Porto-Rico qui serait si fort à sa convenance, sous prétexte de protéger son commerce ; le gouvernement anglais a beaucoup de vaisseaux de guerre en mer et de nombreuses troupes sur le continent sans parler de celles qui se trouvaient déjà dans les îles. Il est fort apparent que ces forces sont ainsi préparées pour tomber avec plus de facilité sur tous les établissements de France et d'Espagne.

« Les anglais ont fait déclarer de bonne prise à l'île de Saint-Jean, nos vaisseaux enlevés l'année dernière comme vous le savez sans doute. Voici des conventions qui ont été passées entre le gouvernement

et l'assemblée des Etats de Pensylvanie, qui vous mettront au fait de ce que je vous ai annoncé dans ma dernière, au sujet de la guerre avec les sauvages. A mon retour en France, je vous remettrai l'état de ce que l'Angleterre possède ici en vaisseaux de guerre, le nombre des bâtiments marchands et de ses matelots ainsi que ses forces de terre. Je pars en ce moment pour Boston et Halifax. Mon vaisseau est prêt.

« Je suis, etc. »

« Boston, 2 mai 1768.

« Monseigneur, j'ai trouvé ici la même façon de penser que dans les autres provinces que j'ai déjà parcourues, mais il y a ici plus de fermentation et de véhémence.

mence. Les quatre provinces qui forment la Nouvelle-Angleterre, savoir : Massachusetts-Bay, Connecticut, Rhode-Islande, New-Hampshire paraissent plus exclusivement liées d'intérêts que ne le sont les autres colonies. La première de ces quatre provinces, la plus opulente et la plus peuplée, donne le branle aux autres et comme le signe de l'indépendance. Cependant malgré cet esprit de sédition, je trouve que tous, depuis les chefs jusqu'au bas peuple, paraissent sincèrement aimer leur métropole. Les habitants de cette province sont presque tous anglais ou d'origine anglaise, et les privilèges dont ils jouissent depuis longtemps n'ont fait qu'augmenter leur fierté et l'arrogance naturelle à leur nation.

« Ceci me confirme de plus en plus dans l'opinion qu'il n'y aurait jamais moyen de leur faire accepter des secours étrangers. Ils sont d'ailleurs si persuadés de la justice de leur cause, de la bonté des lois et de leur importance pour la métropole qu'ils ne voudraient pas s'exposer à compromettre leur droit en recourant à un parti extrême.

« Mon opinion est toujours non seulement que les bouts-feu auront le dessous mais que les colonies obtiendront à la fois toutes les satisfactions qu'elle demandent.

« Il est impossible que le gouvernement ne reconnaisse ses torts tôt ou tard.

« La correspondance que j'ai établie dans cette ville, dès à présent, m'assure d'être bien informé de tous les mouvements qui s'y feront, en supposant que je n'y passe plus. Cette lettre partira par les paquebots de la Nouvelle Yorck et par la voie de Hollande. Je m'embarque dans deux jours pour Halifax et suivant les circonstances je me rendrai dans l'île royale et même dans le Canada. Je m'occupe à rassembler l'état des milices organisées en régiments par provinces, en y ajoutant les détails sur la forme du gouvernement de chacune. Je vous donnerai, Monseigneur de mes nouvelles le plus souvent possible. Je suis toujours étonné du grand nombre de vaisseaux marchands que je vois dans les ports

rivières et baies depuis la rivière de Potomac et la baie de Chesapeack, dans la Virginie jusqu'à celle de Boston. Je trouve partout quantité d'ouvrages sur les chantiers. Que ne doit avoir été leur commerce avant les troubles ! Je vois également avec surprise l'état florissant de l'intérieur du pays. A mon retour en France, je vous rendrai un compte plus détaillé de mes informations sur ces divers objets. Le vaisseau pour Halifax part dans deux heures.

« Je finis. »

Peu de jours après, de Kalb mandait au ministre ce qui suit :

« Par une seconde lettre de ma femme, que je reçois en ce moment j'apprends de nouveau que mes dernières lettres de Hollande et de l'Angleterre sont arrivées ouvertes. J'ai donc lieu de craindre que celles de ce pays-ci n'aient le même sort, ou qu'elles ne puissent pas parvenir du tout ; je risque par conséquent de ne pas recevoir les vôtres. C'est donc une raison de plus pour moi de repartir d'ici dans peu, sauf à y revenir si vous le croyez nécessaire et utile pour le service du Roi. Ce retour me mettra aussi à portée de changer mes correspondants et commissaires de Hollande et d'Angleterre, et d'assurer mieux ma correspondance au moyen des adresses que je me ferai fournir par mes amis dans les principales

viles de ce pays-ci. Par ce moyen je me mettrai à couvert et mon secret en sûreté. Les peines et les dangers d'un voyage ne m'arrêteront pas ; mais il m'importe de pouvoir m'acquitter avec soin de la mission dont je suis chargé. »

Ce ne fut qu'au mois de juin que de Kalb partit pour la France et le 25 août le duc de Choiseul lui écrivait de sa main la lettre suivante :

« J'ai reçu, Monsieur, la traduction des nouvelles que vous avez reçues de Londres et de l'Amérique, et je vous donne avis que je vous adresse, en attendant, un ordre de paiement de la somme de six mille livres à titre de gratification pour

vous mettre en état de satisfaire les banquiers dont vous êtes débiteur.

« Je suis parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. »

Cette lettre fait bien voir que la mission de de Kalb ne prit pas fin avec son voyage et qu'il continua à être l'homme de confiance du duc pour tout ce qui touchait à cette partie des affaires coloniales.





CHAPITRE II.

—

De Kalb de retour en Europe, après avoir rempli les différentes missions qui ont fait l'objet du chapitre précédent adressa un mémoire au duc de Choiseul ; dans ce mémoire il passait en revue les évènements ; signalait au ministre les difficultés d'une immixtion étrangère dans le conflit Anglo-Américain et affirmait que la seule politique à suivre par

la France était d'attendre la lutte inévitable et prochaine entre les colonies et la métropole afin de combattre avec des *chances de vaincre*.

Le duc de Choiseul ne se rendit qu'à regret à cette opinion qu'il croyait dictée par un excès de prudence et tout d'abord il refusa de donner audience à de Kalb.

Lors de son arrivée à Paris, il se contenta de lui faire remettre à titre de rémunération un mandat de 10,000 livres, cependant il ne tarda pas à se rendre compte de l'exactitude des faits avancés par son ambassadeur et jusqu'en 1770, époque où il quitta le ministère il fut tenu au courant par de Kalb qui n'avait pas cessé d'entretenir une correspon-

dance active avec les personnages les plus importants d'Amérique.

On doit rappeler ici que la disgrâce de Choiseul eut pour cause ses agissements contre l'Angleterre.

Louis XV peu soucieux d'effacer la honte du traité de 1763 ne demandait qu'à jouir en paix de ses plaisirs scandaleux et ne devait pas pardonner au duc de Choiseul ses patriotiques intentions, aussi Maupou, le duc d'Aiguillon et l'abbé Terray coalisés contre lui l'accusèrent-ils d'avoir en secret préparé la guerre maritime et d'avoir excité l'Espagne à prendre les armes contre l'Angleterre en s'appuyant sur le pacte de famille pour lui promettre des secours.

Cholseul perdit ainsi la confiance de son souverain qui par une lettre de cachet l'exila en son château de Chanteloup près Tours.

La chute du ministère ne fit pas négliger à de Kalb une question qui le passionnait à un si haut degré, bientôt la marche des événements s'accroissait et notre impatient général allait jouer à Paris un rôle des plus actifs comme intermédiaire des Américains, avant d'aller mettre son épée au service d'une cause qu'il liait intimement avec l'idée d'une revanche nationale contre l'Angleterre.

Il ne me paraît pas inutile de rappeler ici, par ordre chronologique, les faits im-

portants qui venaient da s'accomplir en Amérique.

Après le traité de 1763 l'Angleterre énor-gueillie de ses succès mais écrasée par les charges d'une guerre si heureusement terminée, jeta les yeux sur les trésors de ses colonies ; la dette nationale s'élevait à 150,000 livres sterling, il fut résolu qu'elle serait en grande partie payée par l'Amérique : à cet effet, le 4 avril 1764 parut un bill frappant d'impôt les colonies. Le moment était inopportun, les américains délivrés des incursions des Français du Canada n'avaient plus, depuis le traité, le soin des secours de la mère-Patrie et c'était précisément en de telles circonstances qu'on allait tenter contre eux un injuste asservissement.

La Province du Massachusset proteste la première, d'autres se joignirent à elle et firent parvenir leurs réclamations au roi Georges III qui répondit par l'acte du Timbre : aucun contrat ne devait être passé dans les colonies sans avoir été marqué au timbre royal émanant de Londres. Boston se souleva, une insurrection générale éclata, voici quel en fut le plan : Protéger d'abord l'ancienne administration des colonies contre les entreprises du parlement, employer la force, s'il était besoin, pour maintenir les droits de leurs chartes particulières et la compétence de leurs tribunaux, assigner aux agents de la couronne un terme pour abandonner leurs charges, créer et discipliner des troupes pour combattre, en cas d'agression

de la part des Anglais, enfin établir des courriers entre les diverses provinces pour faciliter la concentration des forces de chacune.

L'Angleterre aveuglée par la colère résolut d'envahir les colonies pour les châtier ; cependant Lord Chatam, ce profond politique, prévoyait les suites funestes de ces troubles et signalait tous les dangers de la mesure adoptée.

Tout fut inutile. le ministère Anglais persista sans ses résolutions et Franklin, l'un des députés qui représentait les colonies, voyant s'évanouir tout esprit de conciliation, regagna Boston.

De part et d'autres on se prépara alors à la guerre : un congrès général s'était

réuni à Philadelphie, un de ses premiers soins fut de désigner un commandant en chef des troupes américaines. On fixa les yeux sur Washington, riche planteur de la Virginie, qui, oublieux de sa renommée et des lauriers dont il s'était couvert au Canada contre les Français, pendant la guerre de 7 ans, s'adonnait modestement à la culture de ses plantations :

Il fut nommé généralissime des armées confédérées ; ce fut alors que les membres du congrès publièrent un manifeste justificatif de leur conduite : nous déclarons, dirent-ils dans ce manifeste, ne pas vouloir laisser à nos enfants une indigne servitude, notre cause est juste, nos souffrances sont grandes, nous jurons, en

face du ciel et de la terre, que nous emploierons avec une constance inébranlable les armes dont nos ennemis nous ont forcé à faire usage, résolus de mourir libres, plutôt que de vivre esclaves ; nous ne combattons pas pour conquérir, nous montrons au monde étonné le triste spectacle d'un peuple outragé sans aucun prétexte par des adversaires qu'il n'avait jamais provoqués. Ils se vantent ces ennemis orgueilleux d'être humains et civilisés et ils nous offrent la servitude et la mort ; nous nous sommes armés pour la défense d'une liberté dont nous reçûmes le bienfait avec celui du jour et pour conserver les biens acquis par l'honnête industrie de nos ancêtres, nous resterons armés tant que nos agresseurs continueront leurs

hostilités et que nous aurons à redouter de nouvelles insultes.

A cette ardente déclaration les Anglais s'étaient émus, des murmures avaient éclaté à Londres contre les ministres et le parlement, On adressa des suppliques au roi pour lui demander le renvoi des ministres et la dissolution du parlement. On lui signalait les formidables apprêts de l'Amérique, les frais considérables d'une nouvelle guerre et le rôle que la France ne pouvait manquer d'y jouer ; Georges III fut inflexible.

Le général Gage, à Boston, et lord Dunmore, sur les côtes de la Virginie, répondirent à ce manifeste par des cruautés qui ne firent qu'exalter le courage des

américains. Le Canada était livré à la terreur par un tyran nommé Charles Town ; mais ce despote avait les qualités d'un habile général, il préparait une expédition contre Philadelphie. Le congrès comprit le danger et décida d'aller au-devant des intentions de l'ennemi, en tentant une invasion dans le Canada.

Ce hardi projet fut conçu par Washington.

Une armée de 2,000 hommes, conduite par Schuyler et Montgomery, devait gagner le Canada par la route des lacs, tandis qu'Arnold arriverait sous les murs de Quebec avec 1,200 hommes par un chemin regardé jusque-là comme impraticable.

Les trois généraux, après avoir opéré leur jonction, assiégèrent cette ville en 1775. Montgomery fut tué dans l'assaut et Arnold blessé grièvement. Les troupes de ce dernier étaient réduites à 800 hommes et le congrès ne lui envoyant aucun secours, tandis que les anglais réservaient des renforts, il dut battre en retraite non sans avoir fait une dernière tentative : il chargea le général Thompson de surprendre les troupes européennes.

Malheureusement Thompson fut découvert et n'ayant que 1,200 hommes à opposer à 4,000 anglais, il fut fait prisonnier avec 200 des siens, Arnold abandonna la lutte.

La guerre fut suspendue en même temps dans toutes les autres provinces de l'Amérique septentrionale, mais on se préparait à de nouveaux combats. L'Angleterre par un marché avec des princes allemands venait de recruter 17,000 mercenaires réunis aux troupes nationales, ces allemands devaient former une armée de 50,000 hommes. Le ministre anglais était convaincu que ces forces étaient plus que suffisantes, en comptant, bien entendu, la flotte, pour obtenir la victoire.

De leur côté, les américains avaient des contingents plus forts qu'on ne se l'imaginait. 60,000 hommes étaient alors sous les armes, 28,000 avaient à leur tête

le général Washington ; le général Lee commandait les nombreuses légions de la Virginie et en Caroline Schugler avait des troupes considérables.

Quant aux forces navales des américains à opposer à la reine des mers, elles consistaient dans un effectif important de hardis corsaires prêts à porter jusque sur les côtes d'Irlande la ruine dans le commerce anglais.

Les armes américaines eurent des fortunes diverses, le succès sembla d'abord couronner leurs efforts. Le 17 mars 1756, Washington entrait dans Boston que le général Howe venait d'évacuer. Le cabinet anglais envoya de Londres son plan de conquête tout préparé : Lord How et

son frère William avaient pour mission de s'emparer du Gersey et de la Pensylvanie ; pendant qu'une partie de leurs troupes prendrait possession de la Nouvelle-Yorck, Burgoyne devait saccager l'Amérique septentrionale.

A Clinton et à Cornowalis revenait la charge de réduire les provinces rebelles du Midi. L'objectif principal était l'attaque de Charles-Town.

Cette entreprise fut confiée à sir Péters Parker. 12,000 américains commandés par le général Lee formaient la garnison de la ville. Vainement Parker et Clinton réunis attaquèrent le 28 juin 1776 le fort Sullivan, le plus important de Charles-Town.

Parker repoussé éprouva de grosses pertes et se vit contraint de regagner le mouillage avec ses vaisseaux désemparés.

350 hommes avaient été tués sur l'escadre anglaise, les américains en avaient perdu 40. L'amiral Howe eut alors l'étrange idée d'annoncer aux colons que Georges III consentait à accepter la soumission de ses sujets rebelles et leur offrait « paix et pardon. »

Les confédérés chargèrent le docteur Franklin de lui répondre qu'il appartenait au vainqueur d'imposer des conditions, mais non de s'y assujettir.

Le 4 juillet de cette même année, le congrès proclama le fameux acte déclá-

rant indépendants les Etats-Unis d'Amérique ; bientôt cependant la fortune devait abandonner les drapeaux de l'indépendance, des échecs successifs avaient conduits l'Amérique à deux doigts de sa perte. Les forces anglaises allaient enfin triompher de la résistance des confédérés, lorsque le congrès, oubliant sa répugnance à solliciter des secours étrangers, comprit qu'il importait au plus vite de se créer des alliés.

Un des premiers actes de la République avait été de nommer des délégués à la Cour de France et à celle de Madrid. C'est-à-dire de faire appel aux deux plus puissants ennemis de l'Angleterre. Silas Deanne, choisi comme délégué à Versail-

les, fut dès son arrivée reçu en audience par les ministres qu'il s'efforça de gagner à la cause de son pays ; malgré l'intérêt que pouvait avoir la France à secourir les ennemis de l'Angleterre, elle se trouvait réduite à une politique expectante ; depuis la guerre de 7 ans et le partage de la Pologne, une réserve prudente lui était imposée, aussi les propositions de Deanne ne furent-elles accueillies qu'avec la plus grande circonspection. A ce moment-là le ministère français appliquait à tous ses actes une extrême discrétion et ce n'était qu'au moyen d'intermédiaires successifs que le cabinet avait des rapports avec les agents des colonies insurgées. Pour complaire à lord Stormond, on avait été jusqu'à mettre en

prison des américains débarqués dans les ports de commerce français.

Nous voyons bientôt de Kalb, déjà en relations d'amitié avec Deanne, se mettre à sa disposition et devenir, à Paris et à Versailles, son principal agent.

Le premier résultat de leurs intrigues se manifesta par l'autorisation donnée directement par le Roi à M. de Beaumarchais de procéder à des armements commerciaux à destination de l'Amérique.

Oui, c'est Caron de Beaumarchais lui-même, l'auteur du Barbier de Seville, qui se met à la tête d'une maison de commerce destinée à l'approvisionnement des colonies américaines insurgées. On a jugé sévèrement Beaumarchais diplo-

mate, et cependant au cours de sa mission délicate à Londres, ayant pour but de faire rentrer le roi en possession des *papiers* du chevalier d'Eon, il fut le premier à comprendre que la séparation entre l'Angleterre et ses colonies était imminente. Dans un rapport inédit, avec une précision et une sagacité remarquables, il fit entendre au Roi que le triomphe des Américains était assuré, que cette perspective devait servir de base à la politique française.

Dans ses lettres à M. de Vergennes, Beaumarchais voit le moment venu pour la France d'appuyer énergiquement le système des sceaux secrets, et il propose de se charger lui-même de la mise à exé-

cution. Après quelques hésitations, M. de Vergennes lui accorde une mission, lui prescrivant de secourir sans délai les insurgés. Aussitôt, et dans le plus grand secret, Beaumarchais fait retirer des arsenaux de l'Etat 200 pièces de canon, des mortiers, des bombes, des boulets, 25,000 fusils et 200 milliers de poudre. Il arme ensuite une flotte pour en effectuer le transport.

Il y avait là un avantage inespéré pour la République de se procurer des ressources nécessaires à l'ouverture de la campagne. De Kalb et Deanne avaient chaque jour de nouvelles entrevues. Le général recrutait des officiers et préparait secrètement une expédition. Le comte de

Broglie, son ami et son protecteur, lui recommanda vivement le marquis de la Fayette. De Kalb comprit aussitôt l'avantage, précieux à la cause de l'Amérique, de s'adjoindre le jeune marquis, proche parent des plus hauts dignitaires de la Cour; il résolut non seulement de s'associer la Fayette, mais encore de lui donner, à titre nominatif, la direction d'une entreprise qu'il conserverait. Effectivement de Kalb, ne voyait pas là simplement le moyen d'attirer à sa suite une foule d'officiers brillants, il trouvait, dans l'impulsion que cet éclat allait donner à l'opinion publique, un gage de prochaine intervention officielle dans les affaires d'Amérique.

Deanne adhéra à cette combinaison, accepta le concours de la Fayette et lui fit les offres les plus propres à enflammer sa jeune imagination.

La correspondance de de Kalb témoigne des difficultés nombreuses qu'eût à vaincre le marquis de la Fayette, pour suivre en Amérique son courageux compagnon.

Le Roi, circonvenu, s'opposait à l'embarquement du marquis, de Kalb qui avait tout préparé l'attendait sur un navire en partance à Saint-Sébastien ; mécontent d'un retard préjudiciable à son départ et à celui des officiers qu'il avait choisis.

Le grand seigneur, sur le nom du quel

il avait fondé tant d'espérances, était devenu pour lui une source d'embarras, de Kalb avait lui-même à Paris des amis et des agents avec les quels il organise mystérieusement le départ, il correspond surtout fréquemment avec M. Dubois-martin, secrétaire du comte de Broglie, et nous trouverons dans les lettres échangées des renseignements intéressants :

« Paris, le 8 novembre 1776.

« Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser par M. Deanne, je vous en remercie.

« Je sens tout le prix de votre attention et de votre exactitude dans un moment aussi capable de vous préoccuper que

l'instant de votre départ. M. le marquis de la Fayette m'a pris au moins 3 heures, en deux séances :

« Vous l'avez vu ce matin, après qu'il m'a eu quitté, moyennant quoi, je ne vous parlerai que de la séance de ce soir ; il vous aura vraisemblablement dit que M. le duc d'Ayen avait écrit à M. de Maurepas eh ! bien, la réponse de ce ministre a été qu'il n'avait aucune connaissance qu'il passe des officiers français au service des colonies Anglaises, que ce serait une espèce d'hostilité que sa Majesté est bien éloignée de permettre, que le Roi serait au surplus fort aise de cette marque de zèle de M. le vicomte de Noailles, mais qu'il ne fallait pas absolument pen-

ser à aller en Amérique ; d'après cette lettre ministérielle, qui est parfaitement telle qu'elle devait être, dès qu'on a traité par écrit une affaire qui ne devait l'être que de bouche, M. le vicomte de Noailles renonça entièrement à son projet, la réponse de M. de Maurepas deviendra sûrement publique et parviendra sans doute à l'Ambassadeur Anglais au moyen de quoi, si cet Ambassadeur et sa Cour la prennent pour bonne, on vous laissera arriver tranquillement à Saint-Domingue. Notre jeune marquis n'est point abattu par cette réponse, il a toujours le grand désir d'arriver et il a écrit à Ruffec, (où était le comte de Broglie,) pour avoir un dernier avis ; mais, seulement par la poste, ce qui lui donnera le temps d'une

mûre réflexion, ainsi qu'à M. le comte de Broglie, sur les conseils à lui donner. Je ne sais trop comment cela finira ; M. de Noailles renonçant à son projet le détournera vraisemblablement. ainsi que sa famille ; j'aurai l'honneur de vous informer, si j'en suis encore à temps, sur tout ce qui se passera à ce sujet.

« La Fayette n'avait pas osé s'ouvrir lui-même de son dessein à M. le duc d'Ayen, il avait prudemment conseillé à son beau-frère, le vicomte de Noailles, qui, nous l'avons su, désirait aussi faire partie de l'expédition de demander l'autorisation officielle d'y prendre part. La réponse de M. de Maurepas à cette ouverture ne le découragea pas, elle lui inspira

la conduite qu'il devait tenir désormais, en lui enseignant pour persévérer dans son projet, qu'il devait agir avec une extrême prudence et dans le plus profond mystère.

« M. Dubois martin poursuit quelques jours après dans une second lettre au baron de Kalb : j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire cette lettre ne m'est parvenue qu'hier, elle m'a infiniment flatté, j'attends des nouvelles de Ruffec, je suis fort aise de l'espoir que vous me donnez que je pourrai encore vous les faire passer. Il faut avouer que le secret est une belle chose et que vous pourrez vous flatter d'un bonheur extraordinaire si vous échappez

aux suites des précautions avec lesquelles vos emballeurs ont soin de voiler votre départ. Je vous ai dit que M. le duc d'Ayen avait écrit à M. de Maurepas pour M. le vicomte de Noailles, et que le ministre avait répondu qu'il ne pouvait permettre à M. le vicomte d'y aller. M. le Marquis qui n'est point découragé attend réponse à cette lettre qu'il m'a remise et se conduira d'après les conseils qu'on lui donnera. C'est un charmant jeune homme qui vous sera profondément attaché. Il y a ici une nouvelle qui occupe tout le monde, grands et petits, c'est l'arrivée de M. Franklin à Nantes qui, par parenthèse, a pris un navire dans sa traversée. M. de Fayolles me mande de Nantes que ce

membre du congrès doit en partir aujourd'hui ou demain, pour se rendre ici. M. Deanne a remis à lundi M. de Maurou pour lui remettre ses dépêches qu'il devait lui donner samedi au soir ; il avait eu une lettre de M. Franklin, et c'est ce qui a retardé la remise de ces dépêches.

« Je vous serai Monsieur, infiniment obligé de vouloir bien me donner de vos nouvelles le plus souvent que vous pourrez, j'aurai de mon côté l'honneur de vous mander tout ce qui me paraîtra devoir vous intéresser ; plusieurs personnes m'ont assuré qu'on a fait défense de parler de guerre dans les cafés. La précaution n'est pas déplacée, car la guerre fait la matière de toutes les con-

versations. Cependant Benjamin Franklin, un des membres les plus importants du congrès, vint lui-même en France dans le but d'amener le gouvernement français à contracter une alliance avec les Etats-Unis.

« Franklin était une des figures le plus en relief de l'époque, il était populaire et célèbre dans l'Europe toute entière par ses découvertes en physique ; aussi son arrivée fut-elle accueillie avec l'enthousiasme et le respect dont était digne cet homme illustre. Il ne déclara pas tout d'abord ses projets politiques, il se présenta au contraire comme un vieillard accablé par les malheurs de sa patrie, venant chercher une retraite paisible,

sous un ciel étranger. Il s'installe dans une modeste demeure, à Passy, et là, sous les apparences d'une simplicité inactive, il fit agir tous les ressorts d'une profonde politique. Il conduisit par correspondance tous les agissements de Deanne. Toutes ses opérations furent tenues secrètes, et les Anglais ne soupçonnaient même pas la trame qu'il ourdisait contre eux en France. »

Dans une lettre datée du 17 décembre 1776, M. Dubois martin montre une certaine inquiétude de l'arrivée de Franklin et craint que celui-ci ne voie quelque inconvénient à confier une aussi importante mission au jeune Marquis :

« J'ai l'honneur de vous adresser une let-

tre que je reçois pour vous, de M. le Comte de Broglie. J'ai reçu hier celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14. Je désirerais bien qu'il vous fût possible, Monsieur, de venir faire un tour ici très rapidement pour y voir M. Franklin, ce serait sûrement une chose utile à la négociation dont vous avez bien voulu vous charger, parcequ'il est possible que quelqu'un empaume ici ce membre du congrès, avec les mêmes vues que nous ; je voudrais du moins, dans le cas où il vous serait impossible de venir, que vous écrivissiez à M. Deanne pour lui demander si l'arrivée de M. Franklin change ou non quelque chose à l'esprit de ses dépêches sur l'idée que vous lui avez donnée de faire choix d'un chef militaire supérieur.

« Vous pourrez le précautionner contre le danger d'écouter les propositions qui ne manqueront pas de lui être faites, par des gens peu propres pour une mission aussi importante' car je suis bien sûr que vous ne croyez pas qu'il y ait un seul homme en Europe à qui la chose convienne autant qu'au nôtre, pour la cause et pour nous mêmes.

« Au reçu de cette lettre, M. de Kalb qui avait désigné La Fayette au choix de M. Deanne, vint aussitôt à Passy, pour faire à Franklin les raisons déterminantes de la chose ; à la première entrevue, il fut assez heureux pour arriver à lui persuader que la direction de l'entreprise ne pouvait être confiée plus utilement à aucun autre.

« On a pu s'étonner que ce service devant lequel l'Europe était en admiration, que ce représentant d'un peuple libre ait confié la conduite d'une expédition, dont dépendait le destin de sa patrie, à un homme sans connaissances militaires, sans expérience des choses de la guerre, à un enfant de vingt ans, ayant pour seul titre, l'illustration de sa naissance. »

On peut être assuré que Franklin ne connaissait pas de titre préférable au mérite personnel ; mais il avait compris dans son entrevue avec de Kalb, au milieu des précautions, des faiblesses, et des dénégations du Cabinet de Versailles, toute l'importance qu'il y avait à provoquer une démarche éclatante de la part d'un jeune

homme, gendre du duc d'Ayen, dans une haute situation à la Cour, et dont le départ, laissant un doute sur la connivence du gouvernement français, inspirerait une profonde colère à l'Angleterre et pourrait faire naître des difficultés entre ces deux pays, pour le plus grand bien des intérêts Américains. On peut dire que par l'habileté de ce choix Franklin fit plus pour gagner la France à sa cause, que par toutes les finesses de sa diplomatie ; nous verrons en effet le succès couronner les expériences de de Kalb et de Franklin.

Le départ de M. de La Fayette enthousiasma la société française et la nation toute entière, à un tel point, que la Cour sera obligée de tenir compte de l'opinion publique.

Le cabinet Anglais ne dissimulera pas son mécontentement et, à la suite de relations difficiles et tendues entre les deux pays, la guerre éclatera.

On a représenté La Fayette comme passionné, dès l'enfance, pour la liberté, on l'a montré comme le précurseur des hommes qui allaient opérer la grande révolution. M. de La Fayette républicain, à l'époque qui nous occupe, n'est-ce pas un grossier anachronisme.

C'est, à notre avis, confondre l'effet avec la cause au moment où nous prenons La Fayette, il paraît, avant tout, pénétré du noble désir de venger son pays des défaites de la guerre de sept ans et de le relever du honteux traité de 1763.

Il était plutôt excité par la haine de l'Anglais qu'inspiré de l'amour de la liberté; soyons même convaincus que c'est dans l'intimité de Washington, dans le commerce de ces hommes aux mâles vertus et dans une vie austère qu'il prit le goût des institutions libres et dut aux Américains son éducation politique en même temps que son instruction militaire.

Mais c'est à lui que doit revenir l'honneur d'avoir entraîné la France à secourir l'Amérique et à porter un coup décisif à l'Angleterre, sa plus mortelle ennemie.

Après son entrevue avec Franklin, La Fayette se met en rapport avec un armateur, trouve de l'argent, achète et arme

secrètement un navire avec la plus grande célérité, puis pendant que M. de Kalb organisait tout à Bordeaux, LaFayette part pour Londres, avec le prince de Poix, sous le prétexte de passer quelque temps auprès de son oncle, le marquis de Noailles alors ambassadeur, détournant ainsi, les soupçons, il revient au plus vite à Paris, s'y cache chez le baron de Kalb pendant trois jours, et tous deux partent dans le même carrosse pour Bordeaux où quelques retards inattendus les arrêtent.

Nous trouvons dans la correspondance que de Kalb entretient avec sa femme les renseignements les plus circonstanciés sur les difficultés qu'ils rencontrent pour leur départ jusqu'à la dernière heure :

« Bordeaux, 30 mai 1776.

« Il y a possibilité que notre voyage soit rompu. Je vois tant de choses à régler ici, que le ministre sera sûrement instruit du départ du marquis et des orres pourraient bien avoir le temps d'arriver, avant que notre vaisseau soit sous voiles ; il n'y a rien de moins certain que ce voyage, malgré la chaleur qu'on y met. On envoie un courrier en ce moment pour savoir l'effet que produit la nouvelle et pour empêcher qu'on envoie un ordre pour ne pas s'embarquer.

« Je n'ai pas voulu charger le courrier de cette lettre, de crainte qu'elle ne soit ouverte. Nous sommes arrivés ici la nuit dernière, n'ayant couché qu'une nuit en

route ; je vois au marquis beaucoup d'inquiétudes sur les retards que le vaisseau éprouve et je crois qu'elles sont bien fondées, il est donc possible que notre départ n'ait pas lieu.

« En ce moment, nous apprenons de Lorient qu'il vient d'arriver dans ce port deux vaisseaux Américains avec la nouvelle d'un avantage récent et considérable remporté par l'armée royaliste et qu'on a sur le champ expédié un courrier pour Paris, tout cela fait que la guerre sera bientôt terminée et nous n'aurons pas longtemps à y rester, supposé en effet, qu'alors même qu'il n'y aurait pas d'empêchement à notre départ, le vaisseau ne pourrait descendre que demain

et Dieu sait quand le vent contraire changera. »

Le 9 mars 1777 la Fayette qu'on croyait encore à Londres adresse de son côté la lettre suivante au duc d'Ayen :

« Londres, 9 mars 1777.

« Vous allez être étonné, mon cher papa, de ce que je vais vous mander ; il m'en a plus coûté que je ne puis vous l'exprimer, pour ne pas vous consulter ; mon respect, ma tendresse, ma confiance en vous doivent vous en assurer ; mais ma parole y était engagée et vous ne m'auriez pas estimé si j'y avais manqué, au lieu que la demande que je fais vous donnera, je l'espère, bonne opinion au moins de ma bonne volonté. J'ai trouvé

une occasion unique de me distinguer et d'apprendre mon métier, je suis officier général dans l'armée des Etats - Unis d'Amérique, mon zèle pour leur cause et ma franchise ont gagné leur confiance ; de mon côté j'ai fait tout ce que j'ai pu pour eux et leurs intérêts me seront toujours plus chers que les miens. Enfin, mon cher papa, dans ce moment je suis à Londres, attendant toujours des nouvelles de mes amis ; dès que j'en aurai, je partirai d'ici et, sans m'arrêter à Paris, j'irai m'embarquer sur un vaisseau que j'ai frété et qui m'appartient.

« Mes compagnons de voyage sont M. le baron de Kalb, officier de la plus grande distinction, brigadier des armées

du Roi et major-général au service des Etats-Unis ainsi que moi et quelques officiers excellents qui veulent bien partager mes aventures.

« Je suis au comble de la joie d'avoir trouvé une si belle occasion de faire quelque chose et de m'instruire.

« Je sais bien que je fais des sacrifices énormes et qu'il m'en coûtera plus qu'à personne pour quitter ma famille, mes amis, vous, mon cher papa, parce que je les aime plus tendrement qu'on a jamais aimé ; mais ce voyage n'est pas bien long, on en fait tous les jours de plus considérables, pour son seul plaisir, et d'ailleurs, j'espère en revenir plus digne de tout ce qui aura la bonté de me regretter.

« Adieu. »

Correspondance particulière de M. de La Fayette, page 83.

Enfin le 26 mars 1777, le marquis s'embarquait avec M. de Kalb, à bord de la *Victoire*, capitaine Lebourdier, de Bordeaux et sortait de la Gironde, à midi. Le marquis plein d'inquiétude voulut cependant relâcher à Saint-Sébastien, pour attendre le retour d'un courrier lui portant une réponse définitive de Paris. Mal lui en prit, comme nous le verrons d'après la lettre suivante que M. de Kalb écrit de Saint-Sébastien à sa femme, le 1^{er} avril 1777 :

« Nous sommes partis de Bordeaux, ma chère amie, le 25 mars, à bord du

vaisseau et croyant le vent favorable, nous avons levé l'ancre le 26 au matin, avec la résolution de relâcher ici, jusqu'au retour d'un courrier envoyé à Paris ; mais nous n'avons pas la pensée de l'attendre, puisqu'on vient de nous en envoyer un de Bordeaux, arrivé hier au soir ici où nous sommes à l'ancre depuis vendredi 28, avec ordre de la Cour à M. le Marquis de se rendre à Marseille, d'y attendre M. le duc d'Ayen et M^{me} la Comtesse de Tessé, sœur du duc, pour voyager avec eux en Italie ; ainsi le voilà revenu de son voyage et de la guerre d'Amérique, il part en ce moment pour Bordeaux et de là, le voyage d'Italie n'étant pas de son goût, il se propose, s'il y a moyen, d'aller à Paris, tu le verras sûrement, et

comme il retourne dans son carrosse, si tu as envie de t'en servir, pour ton voyage d'Allemagne, tu pourras bien lui dire de te le prêter, ainsi que cela est convenu.

« Si, après avoir pris chez le commandant une plus ample connaissance des ordres du Roi, il ne lui reste aucune espérance de suivre son plan de Paris, s'il lui est permis d'y aller, il ne peut pas faire consentir à son départ M. le duc d'Ayen en attendant le courrier qu'il m'enverra de Bordeaux pour m'annoncer ces choses, j'aurai, tu le vois, plusieurs jours à m'ennuyer ici. Nous avons diné ensemble à Saint-Sébastien, avant son départ. Je n'ai aucune idée qu'il puisse me rejoindre, aussi lui ai-je conseillé de voir

MM. Raimbaug et C^{ie} qui ont armé et chargé notre vaisseau pour son compte de s'arranger avec eux et de leur céder le tout, s'ils ne veulent lui faire perdre que 20 à 25,000 livres sur la totalité, parce que, par ce moyen-là, il lui reviendrait de l'argent comptant y ayant mis et payé 40,000 fr., si au contraire il reste chargé du tout, comme c'était son dessein, et en partant, il resterait encore redevable de 72,000 livres à payer en juin prochain.

« Par son courrier je saurai ce qu'il aura réglé sur cela à Bordeaux. »

Toute cette affaire faisait grand tapage à Paris, elle avait pris des proportions considérables. M. de la Fayette défrayait toutes les conversations, occupait tous

les esprits, mais laissons la parole à de Kalb :

« Au passage le 6 avril 1777.

« Ma chère amie, le départ de notre vaisseau de Bordeaux fait grand bruit : on rapporte qu'on a nommé M. le marquis de La Fayette moi et on ajoute M. Choisy avec 17 autres croix de Saint-Louis, qu'on nous avait tous vu dîner ensemble à Saint Sébastien, le jour de Pâques, et l'on est fort en peine de l'objet de notre voyage ; cela prouve combien les nouvelles grossissent en augmentant les choses, à mesure qu'elles passent par plusieurs bouches.

« M. de Choisy n'est pas avec nous et il n'y a de croix de Saint Louis que M. de

Lessen. — Je vais te faire connaître tous mes compagnons de voyage dont je deviens et je suis le seul chef, depuis le départ du marquis de La Fayette, car je crois qu'il ne pourra pas revenir.

« MM. de Lessen, Valfort, Fayolle, Franval, Vrigny, Dubois martin, Dubuisson, Gimat, Bedault, — la Colombe, capitaine ; celui-ci a été recommandé au marquis par le comte de Broglie et je serai encore obligé de m'en charger. Cela compose toute notre bande avec 6 officiers de vaisseau pour commander la manœuvre ; du reste, tout est sous mes ordres. C'est tous gens aimables et raisonnables.

« Les provisions du navire sont abondantes, il y a un chirurgien et un excel-

lent cuisinier, nous faisons bonne chère et aussi bien accomodée qu'on peut la faire dans la meilleure ville ; avec tout cela je désirerais que la traversée fût courte ; mais je crains bien qu'elle ne soit longue d'autant plus que nous sommes absolument forcés à aller d'abord à Saint-Domingue.

« Nous perdons ici un temps considérable et le bon vent, qui changera peut-être lorsque nous voudrons partir, nous retiendra dans ce port, malgré nous. Je me flattais de recevoir hier au soir des nouvelles du marquis, de Bordeaux, si je n'en ai pas ce soir, ou demain au plus tard, notre séjour ici sera long, parce qu'il ne m'écrit plus que de Paris, car il n'aura pas la permission ni de M. de

Maurepas ni de M. le duc d'Ayen de revenir avec nous : je voudrais bien, chère amie, que tu puisses être informée de cela et m'écrire par son courrier. Il m'a promis positivement que j'en recevrais un, soit de Bordeaux, soit de Paris, parce qu'il est indispensable qu'il m'écrive. Il faut savoir s'il a transigé avec les armateurs, ou si la cargaison reste à son compte, de quelque façon que ce soit, son équipée lui coûtera toujours fort cher. Je dis équipée du moment qu'il n'a pas osé braver les menaces et continuer son projet, après tout ce qu'il avait fait jusque là. La lettre qu'il a reçue à Bordeaux du vicomte de Coigny, par le retour du courrier qu'il lui avait envoyé, l'a fait changer subitement.

« Si, à la réception, nous n'eussions pas été dans la chaloupe pour descendre la rivière et aller à bord, je vois qu'il aurait pris le parti de s'en retourner tout de suite, mais enfin, après m'avoir consulté sur ce qu'il avait à faire, je n'ai pas osé lui conseiller de braver son beau-père et l'ordre du Roi dont on le prévenait qu'il serait menacé ; j'ai au contraire cru qu'il me convenait de lui conseiller la soumission et la conservation de l'amitié de sa famille; du reste, s'il ne s'était pas toujours flatté auprès de moi de l'approbation de M. le duc d'Ayen, je lui aurais constamment dit de ne point aller aussi loin qu'il a été ; il m'a fortement assuré que sa famille le trouverait bon, d'autant mieux que M. le duc d'Ayen voulait s'employer lui même

pendant un temps, à le faire aller en Amérique, avec son autre gendre le vicomte de Noailles, et qu'après tout M^{me} de La Fayette serait prévenue par ses père et mère et préparée à le trouver bon, car j'ai fortement trouvé à redire en tout temps, qu'il en ait fait un mystère à sa femme jusqu'après son départ. S'il m'avait dit à Paris tout ce qu'il m'a dit sur cela depuis, je lui eusse fait les représentations les plus fortes contre son entreprise ; enfin, il en sera quitte pour un peu d'argent qu'il lui en aura coûté, il est en état de souffrir cette perte, sans se déranger et si l'on dit qu'il a fait une folie, on peut ajouter qu'elle était fondée sur un motif honorable et qu'elle n'empêche pas de marcher tête levée vis à vis de tous les gens qui pensent bien.

« En quittant le port du Passage, La Fayette était revenu à Bordeaux, avait écrit au ministre, à sa famille et à ses amis. Les réponses qu'il en avait reçues ne lui laissant aucun espoir d'obtenir l'autorisation qu'il sollicitait, il feignit d'obéir et d'aller rejoindre son beau-père et la comtesse de Tessé pour se rendre en Italie, ainsi qu'il était convenu. Il partit en poste, après avoir écrit à M. de Maurepas, prit la route de Marseille, revint sur ses pas, et, travesti en courrier, rejoignit son bâtiment le 26 avril 1777. Le même jour de Kalb et lui partaient pour le continent américain.

« Leur bâtiment était lourd, 2 mauvais canons et quelques fusils constituaient

toutes leurs armes défensives. Il importait de ne point relâcher aux îles.

« De Kâlb craignait que l'évasion de La Fayette ne lui eût fait encourir la colère du Roi et qu'on eût lancé contre lui des lettres de cachet.

« En effet la Cour de France avait dépêché des ordres aux îles du Vent et Sous-le-Vent pour l'arrêter à leur passage, mais les menaces de M. de La Fayette et du baron de Kalb déterminèrent le capitaine à suivre une route directe. A 40 lieues des côtes, on signala un petit bâtiment qui venait droit sur eux ; on se prépara au combat, heureusement c'étaient des Américains qui venait s'approvisionner en Europe.

« Enfin après sept semaines de hasards ils eurent le bonheur d'arriver en Caroline et de mouiller devant Georgestown. Quand ils débarquèrent, dit M. Sparks, une lumière lointaine leur servit de guide : à leur approche de la maison où elle brillait, les chiens aboyèrent, les gens les prirent pour un parti de maraudeurs descendus de quelque bâtiment ennemi ; on leur demanda qui ils étaient et ce qu'ils voulaient, le baron de Kalb répondit et tous les soupçons se dissipèrent. »

De Kalb écrivit aussitôt à sa femme :

« Dimanche 15 juin 1777.

« Ile du Nord, à l'entrée de la baie de Georgestown, à 15 milles de cette ville,

au port appelé Southmlet, dans la Caroline :

« Nous arrivâmes enfin près de terre, ma chère amie, il y a deux jours, après une navigation assez longue et pénible, sans avoir touché à nos îles, et sans aucune mauvaise rencontre ; mais pas tout à fait sans crainte, toutes les fois que nous avons vu des vaisseaux, d'autant plus que notre parti était pris de nous défendre et que nous n'avions que des moyens médiocres. Le vent nous ayant contrarié pour gagner Charlestown, où nous voulions débarquer, et personne du vaisseau ne connaissant assez la côte pour savoir positivement où nous étions et quel port on pourrait gagner, nous

avons pris, le marquis, M. Brice et moi, la chaloupe du vaisseau, avec le lieutenant et sept rameurs pour faire la découverte et chercher un pilote. Partant vendredi à 2 heures après-midi, ramant jusqu'à dix heures du soir, à remonter la rivière de Gorgestown, lorsqu'à marée basse, nous nous sommes trouvés engravés et n'ayant rencontré jusque-là que quelques nègres ignorants qui nous servirent de guides et nous conduisirent chez le pilote demeurant au haut de cette île. Les rapports confus de ces nègres n'avaient rien de satisfaisant pour nous, relativement à leur pays. Nous comprimes bien qu'ils servaient un major des troupes de cette province, mais ils ajoutaient en même temps que les

Anglais rôdaient quelque fois dans ces parages et avaient enlevé, il y a quelques jours, plusieurs pêcheurs. Malgré le peu de fonds à faire sur le dire de ces esclaves, nous laissâmes là notre chaloupe et nous nous jetâmes dans leur pirogue pour nous faire conduire chez le pilote et enfin chez leur maître où nous arrivâmes à minuit.

« Notre monde nous ayant rejoint à la haute mer, nous retournâmes à bord, avec la certitude que notre vaisseau ferait trop d'eau pour entrer dans la baie.

« Le marquis a donné ordre à son vaisseau d'aller à Charlestown par le premier vent favorable et nous nous sommes fait mettre à terre chez le major Huguen qui doit

nous procurer les chevaux nécessaires pour nous rendre à Charlestown par terre ; nous comptons y arriver après demain mardi.

« La campagne est ouverte, mais il n'y a point eu d'action considérable — La flotte au secours des Anglais n'est pas encore arrivée, ils tiennent toujours New-Yorck.

« Débarqués à minuit chez le major, ils trouvèrent une occasion pour la France d'envoyer leurs lettres, de Kalb se rendit à Charlestown avec La Fayette, par la voie de terre, avec quelques officiers ; les autres gagnèrent cette ville par le vaisseau. »

Nous trouvons dans la lettre ci-après le récit du voyage par terre à Charlestown (Caroline-du-Sud) effectué par le baron de Kalb :

« Le 18 juin 1777.

« Par le n° de cette lettre, tu dois voir, ma chère amie, que je l'ai déjà écrit. Ma première était datée de North Island, à mon débarquement.

« Je suis arrivé hier ici par terre, avec beaucoup de fatigues et de peine, par une chaleur insupportable ; nous étions le marquis et moi, avec le chevalier Dubuisson et quelques autres.

« M. de Mauroy et les autres étaient restés à bord du vaisseau qui arrive en

ce moment dans le pont, grâce aux nombreuses précautions que nous avons fait prendre par le conseil de la Province, en envoyant au devant des pilotes et plusieurs chaloupes, afin de le décharger en partie, si on en avait le temps, ou de jeter à la mer le trop plein, afin de le soulager et de pouvoir le faire échouer plus près de terre, en cas de besoin, ou qu'il fut poursuivi par les deux frégates anglaises, en croisière devant le port.

« Nous sommes on ne peut plus heureux dans tout cela. Nous avons couru de grands risques pour être pris, ou mis dans l'obligation d'échouer, de brûler le navire, et peut-être de perdre tout ce que nous avions.

Être pris eût été un malheur considérable, par le malaise où l'on met les personnes jusqu'au débarquement.

« Et nous n'eussions pu être traités que comme prisonniers.

« Brûler nous mêmes nos équipages, n'eût pas été un moindre accident, dans notre situation, par l'impossibilité où nous eussions été de réparer cette perte.

« Tout est d'un prix fou : il a fallu à un domestique du marquis une chemise en arrivant ; elle a coûté 50 fr. à Paris elle vaudrait 4 fr. 10 sols.

« Tout le reste est à proportion. Les vivres, les logements, les chevaux, tout est hors de prix.

« On a un cheval assez médiocre pour 100 louis et il m'en faudra plusieurs ; pour en acheter, j'attendrai mon arrivée à Philadelphie afin de savoir ce que le congrès arrangera.

« En attendant, il me faudra des sommes immenses pour faire par terre 300 lieues avec tout mon équipage, louer des chevaux et voitures.

« Nous ne pourrons pas tous aller en même temps. Il est question de nous arranger sur cela.

« Le marquis et moi allant ensemble (ce qui ne peut guère être autrement) nous ferons des mécontents de ceux qui ne seront pas de notre bande ; mais nous n'y saurions que faire. Ce n'est qu'en arrivant

que nous avons appris les dangers que nous avons courus tous et celui du navire pour entrer ici ; cependant ceux qui étaient restés à bord n'auraient pas eu de reproches à nous faire, s'ils avaient été pris, leur ayant laissé l'option de rester, ou de mettre pied à terre, pour s'en aller à Charlestown à pied ou de telle manière qu'ils jugeraient à propos ou qu'ils pourraient.

« Nous resterons ici le moins qu'il nous sera possible, 6 ou 8 jours nous suffiront, j'espère, à nous préparer au départ pour le Nord.

« J'ai beaucoup de choses à écrire à M. le comte de Broglie, mais ça ne sera que par la première occasion. Fais moi

le plaisir de faire passer cette lettre à son adresse.

« L'accueil le plus enthousiaste leur fut fait dans cette charmante ville. Le gouverneur Rutledg, les généraux Owe, américains, qu'il ne faut pas confondre avec les deux frères de ce nom qui commandaient dans l'armée anglaise, leur firent le meilleur accueil. Après s'être procuré des chevaux, ils partirent avec cinq officiers pour Philadelphie. Le bâtiment se perdit avec toute sa cargaison en quittant Charlestown. Ce n'est qu'après avoir parcouru 900 milles à cheval, après avoir traversé les deux Carolines, la Virginie, les états de Maryland et de Delawac, qu'ils arrivèrent à Philadelphie.

Après tant de fatigues et de difficultés pour atteindre cette ville, de Kalb et La Fayette trouvèrent un étrange accueil au congrès. Les députés américains refusèrent tout simplement de les recevoir et ne répondirent même pas à la demande qu'ils avaient adressée au congrès de prendre du service dans l'armée américaine. Le congrès était en effet en butte depuis quelque temps aux intrigues d'un certain nombre d'aventuriers français, sans nom ni valeur militaire, ce qui faisaient des conditions exorbitantes pour prix de services médiocres ; La Fayette ne se laissa pas décourager, il fit parvenir au congrès le billet suivant : D'après mes sacrifices, j'ai le droit d'exiger deux grâces : l'une de servir à mes dépens,

l'autre de commencer à servir comme volontaire.

« On se décida à l'écouter et bientôt les lettres de Franklin firent connaître l'importance de celui qui venait offrir des services à la cause de l'indépendance. Quant à de Kalb, il bénéficia tout d'abord de ses relations avec un certain nombre de membres du congrès et il fut aussitôt admis. Il n'en fût pas de même de la plupart des officiers français, on refusa leurs services et ils revinrent en France avec la haine des Américains, répandant toutes sortes de calomnies contre les confédérés et travaillant l'opinion publique en faveur de la non-intervention.

« Le congrès dans la distribution des

commandements pour l'hiver 1777-1778, nomma de Kalb à l'armée du Nord, dont le quartier général était à Albanie, sous le commandement en chef du marquis de La Fayette.

« Il n'appartient pas au cadre trop étroit de cette biographie de contenir toutes les péripéties de cette longue campagne, nous ne suivrons donc pas de Kalb dans les combats auxquels il assista, nous raconterons seulement la bataille de Camden, où il perdit la vie. Nous y trouvons la preuve qu'il fut aussi brave qu'il s'était montré habile diplomate.

« En l'année 1780, de Kalb était venu guerroyer dans la Caroline du Sud, où les armes américaines avaient eu des

fortunes diverses, les américains venaient de perdre la place si importante de Charlestown. Le général anglais Clinton s'était installé dans la ville avec une partie de ses troupes, il avait confié l'autre à lord Cornawlis. Ce général, parti le 15 août de Charlestown pour secourir lord Rauwdon, que le général Gate et le général de Kalb menaçaient aux environs de Camden, livre bataille aux Américains. Dans cet endroit, le 16 au matin, pendant trois quarts d'heure, les milices américaines soutinrent le feu et y répondirent avec ardeur, enfin elles plièrent, poursuivies par la cavalerie anglaise qui en acheva la déroute.

« Cependant dit Marshall, dans la vie de

Washington, étant complètement abandonnées par la milice, les troupes réglées composant le centre et l'aile gauche de l'armée, avec le baron de Kalb à leur tête demeurèrent dans une position qui eût pu justifier une retraite, mais enflammées par leur courage et n'écoutant que la voie de l'honneur, elles préférèrent à leur salut, le devoir. Lord Rauwdon les chargea, à peu près à l'instant où Wesbiter rompit les rangs de la milice postée sur leur gauche. Ils soutinrent le choc avec fermeté et les assaillants essuyèrent un échec inattendu ; des deux côtés on eût recours à la bayonnette et la mêlée dura plus d'une heure, avec une égale obstination de part et d'autre.

« Pendant ce temps le régiment, placé à gauche de la 2^e brigade de Maryland, se voyant couvert par la réserve, de manière à ne pouvoir être attaqué de front, gagna du terrain et fit un grand nombre de prisonniers.

« Le corps de réserve étant absolument à découvert par la gauche fut pris en flanc par Webster qui commandait l'aile droite de l'armée anglaise. Après avoir détaché à la poursuite des fuyards son infanterie légère et une partie de sa cavalerie, cet officier fit volte face avec le reste de ses troupes et prenant la brigade en flanc et en queue, il la jeta dans quelque confusion ; cependant les soldats promptement ralliés par leurs officiers recommencèrent

le combat avec beaucoup d'ardeur ; accablés par le nombre, ils rompirent leurs lignes ; on parvint encore à les leur faire former de nouveau, de manière à maintenir le combat et à couvrir toujours le flanc de la 2^e brigade qui mêlée avec l'ennemi faisait les derniers efforts pour lui arracher la victoire.

« Les deux brigades eurent alors à essuyer tout le feu des troupes britanniques, elles n'avaient pas encore perdu un pouce de terrain lorsque lord Cornwallles qui vit qu'elles n'étaient pas soutenues par la cavalerie, poussa contre eux les dragons et au même moment les fit charger à la bayonnette. Elles furent à la fin rompues et, comme elles ne plièrent qu'après la

mêlée, elles se dispersèrent et se retirèrent en désordre.

« Avant qu'elles fussent réduites à cette extrémité le baron de Kalb tomba percé de onze coups qu'il reçut en faisant une charge vigoureuse, à la tête de son régiment d'infanterie. Son aide de camp le lieutenant Dubuisson le prenant entre ses bras et le montrant aux ennemis qui l'entouraient leur dit quel était le grade de cet officier et à quelle nation il appartenait, les priant de l'épargner. En s'exposant ainsi, pour sauver son ami, Dubuisson fut blessé lui même et fait prisonnier avec son général. Quoique les vainqueurs, lui eussent prodigué des soins, le baron de Kalb expira au bout de quelques heures,

en dictant une lettre où il témoignait vivement aux officiers et aux soldats de sa division son estime et son attachement. Le congrès ordonna qu'il lui fut élevé un monument dont l'inscription rappellerait les services de ce brave guerrier.

« MARSHALL vie de WASHINGTON. »

Quelques années plus tard, Washington visitant le champ de bataille, s'approcha du monument sous lequel reposaient les cendres de de Kalb, et se découvrant pieusement devant le tombeau de son compagnon, plein d'émotion, il prononça ces paroles :

« Pourquoi Dieu nous a-t-il refusé que

ce généreux étranger qui vint des pays lointains, pour arroser de son sang l'arbre de la liberté, ait assez vécu pour en goûter les fruits. »



